

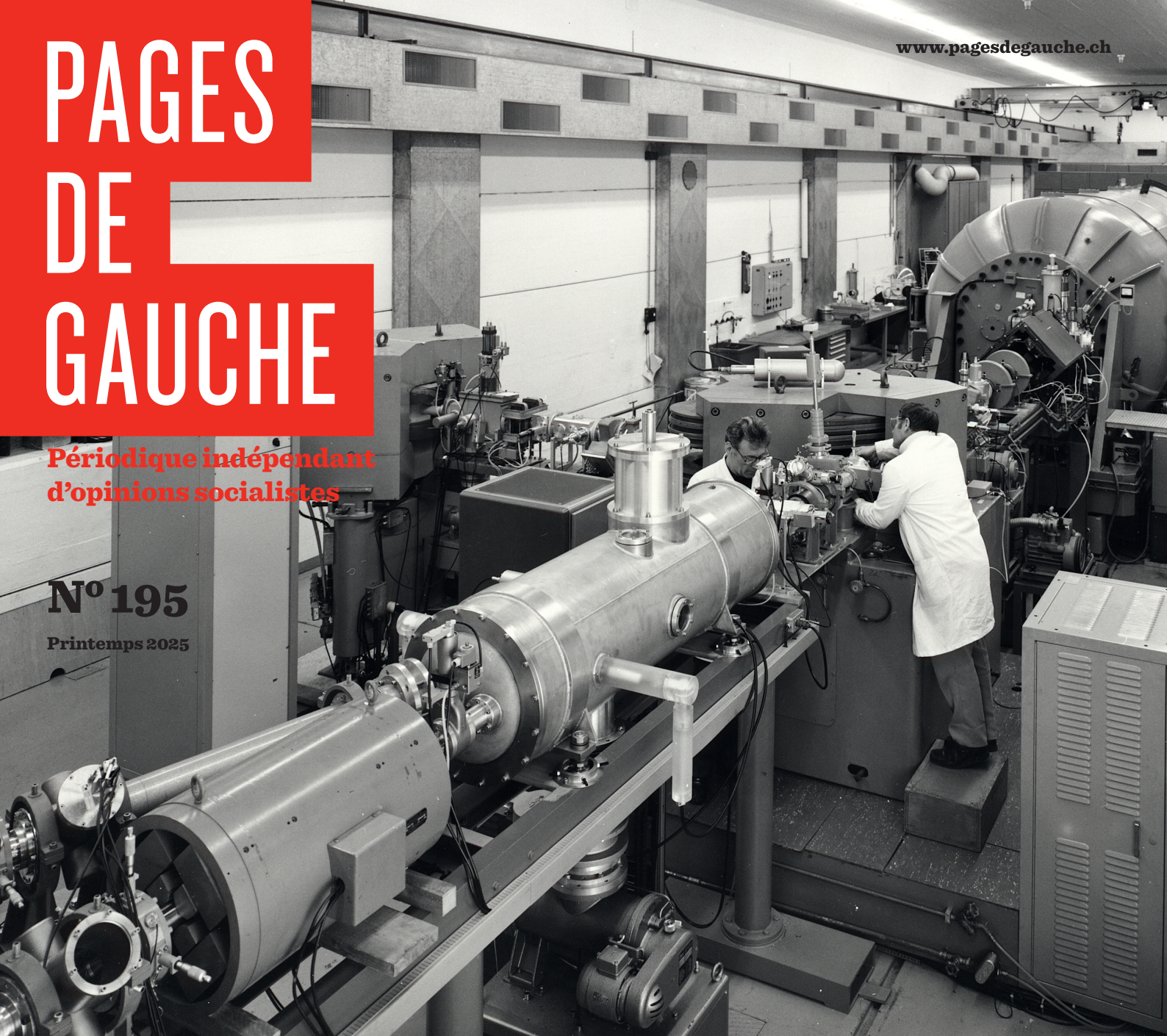
PAGES DE GAUCHE

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 195

Printemps 2025

www.pagesdegauche.ch



Page3 **Avions de combat**

Un avenir incertain pour le contrat des F-35 avec les États-Unis.

Pages 4 et 5 **États-Unis**

Comment le trumpisme 2.0 est reçu par les classes dominantes.

Page6 **Serbie**

Des mobilisations massives à travers tout le pays réclament la fin d'un système corrompu.

Page22 **Culture**

C'est l'année de la commémoration des 500 ans de la Guerre des Paysans, et l'occasion de relire Engels.

Le dossier

Les pièges de l'énergie

Pages de gauche a vu le jour lors du combat contre la privatisation du marché de l'électricité. Le numéro 0 de mars 2002 a contribué, à son échelle, à cette victoire référendaire importante. Deux décennies plus tard, le tableau est contrasté. Les votes prochains sur l'initiative patronale «Stop au Blackout» ou sur l'accord avec l'Union européenne sont de bonnes occasions pour revenir sur une thématique structurante pour notre journal. Nous verrons à quel point cet enjeu se trouve à l'intersection des combats en faveur d'un futur social, écologique et démocratique. Page7

À lire sur notre site

Imposition individuelle : La droite retourne enfin sa veste (ou presque)

Publié le 8 mai 2025



Stéphanie Pache • La Suisse a conservé une structure fiscale archaïque que la plupart des pays occidentaux ont abandonné : l'imposition collective des « ménages », soit un calcul d'imposition fondé sur une seule déclaration par couple marié, avec ou sans enfant, etc.

[Continuer la lecture →](#)

Turquie : le double jeu d'Erdoğan qui ne dupe personne

Publié le 31 mars 2025



Rüştü Demirkaya • La Turquie a connu, au cours de l'année écoulée, une série de développements politiques à couper le souffle. Le parti nationaliste d'extrême droite (MHP), qui considérait depuis des années le mouvement politique kurde comme un « ennemi ».

[Continuer la lecture →](#)

Défense européenne : ce qui importe vraiment pour la gauche

Publié le 10 mars 2025



Hanna Perekhoda • Pendant des décennies, les pays européens ont sous-investi dans la défense, s'appuyant sur la puissance militaire américaine et partant du principe qu'un conflit à grande échelle sur le continent était une chose du passé. Cependant, la guerre...

[Continuer la lecture →](#)

Illustrations

Ce numéro est illustré par des images d'archive issues de la collection de la bibliothèque de l'EPFZ. Elles ont été prises durant une période maintenant révolue : la construction et la mise en opération du laboratoire de physique nucléaire de l'École polytechnique durant les années soixante.

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.—
Abonnement de soutien : Fr. 150.—
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) : Fr. 49.—
IBAN CH75 0900 0000 1779 5703 3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 22, 1001 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :
Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL),
Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Valentin Prélaz (VP), Elodie Wehrli (EW).

Comité :
Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Valérie Boillat,
Rüştü Demirkaya, Martine Docourt, Dan Gallin,
Mathieu Gasparini, Arnaud Thiéry.

Maquette :
Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster :
Bertil Munk, Renens

Relecture :
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

F-35 : casser le contrat d'achat

Depuis quelques semaines, le F-35 est de retour sur le devant de la scène. Conclu en septembre 2022, le contrat d'acquisition de 36 avions F-35 pour 6 milliards de francs s'est fait dès le départ contre la volonté populaire. En effet, alors que la Coalition contre le F-35 avait déjà récolté les 100'000 signatures nécessaires et déposé son initiative, l'ancienne conseillère fédérale Viola Amherd a décidé de signer ce contrat de manière précipitée. Ce faisant, elle a délibérément empêché toute consultation populaire sur le plus gros contrat d'armement de l'histoire du pays.

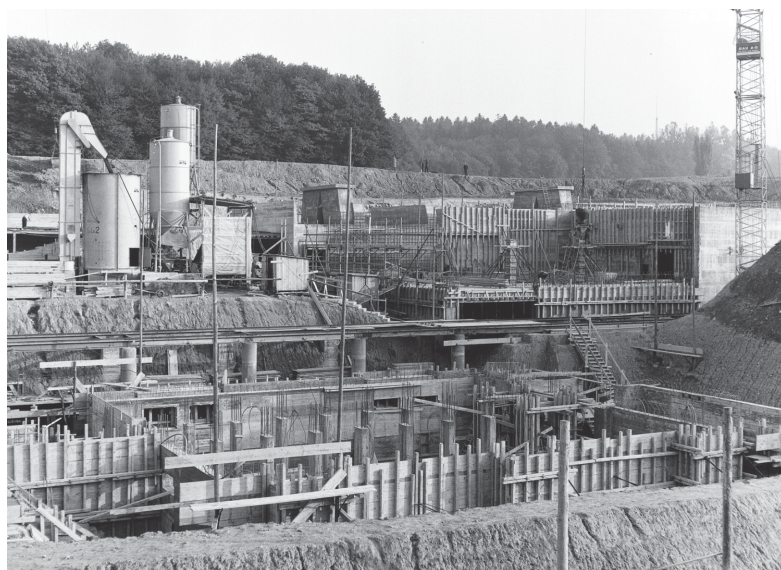
Depuis l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, la question de la dépendance américaine refait surface et les derniers sondages témoignent du désaveu massif de la population suisse pour cet achat. Avec un fasciste au comportement imprévisible à la tête du gouvernement américain, le F-35 représente une réelle menace pour la sécurité de la Suisse. Car les États-Unis exercent un contrôle sur les chaînes de maintenance et de logistique et pourraient décider à tout moment de ne plus fournir les systèmes, les mises à jour ou d'éventuelles

pièces indispensables au bon fonctionnement des appareils.

Il y a deux ans déjà nous alertions sur les nombreux risques que représente cette acquisition. Outre la dépendance américaine, nous dénoncions les nombreux défauts techniques de l'appareil, son inadaptabilité au contexte suisse et surtout les importants surcoûts qu'il allait engendrer. Une fois encore, le temps nous a donné raison puisque la NZZ am Sonntag a récemment révélé que ces avions de combat pourraient coûter jusqu'à 20% de plus d'ici à 2029. Et cela sans compter les coûts d'exploitation, de maintenance et d'utilisation sur toute la durée de vie des avions, qui s'élèvent à cinq fois le prix d'achat.

Même des membres de l'OTAN comme le Canada et le Portugal envisagent sérieusement de revenir sur leur décision. Il est temps pour le Conseil fédéral d'admettre ses erreurs et de résilier ce contrat au lieu de s'enfoncer dans une décision aussi coûteuse qu'impopulaire.

Rayyân Rehouma
Secrétaire politique du GSsA



Éditorial

En Suisse la droite aime bien les autocrates

Certains médias se sont longtemps gargarisés de l'information : la présidente helvétique influence les grands de ce monde ! Un coup de fil de quelques minutes aurait suffi pour empêcher une nouvelle crise financière mondiale. La Maison Blanche avait juste besoin de quelques arguments supplémentaires pour finalement comprendre que leur calcul savant pour déterminer les droits de douane étrangers était en fait bidon.

Le choix du dos rond

Une belle opération de sauvetage après l'humiliation publique vécue par le SECO et la chambre suisse de commerce. Leur longue campagne de relations publiques décrivant les bonnes relations avec le partenaire outre-Atlantique avait viré au drame. On y apprenait pourtant que beaucoup de patrons avaient fait le choix de déplacer une partie de leurs activités du côté américain, et que par

conséquent ces derniers se devaient d'être gentils avec le capitalisme Suisse.

Mais c'est bien le contraire qui se passe actuellement. La Suisse n'a aucune raison d'être de grand intérêt pour l'*alt right* américaine qui se pense architecte d'un nouvel ordre mondial. Mais dans le doute, le camp bourgeois ne préférerait pas trop fâcher Trump et sa cour. Adopter quelques régulations sur le numérique à l'image de l'Union européenne serait déjà un trop gros risque dans cette stratégie. C'est ce que laisse du moins entendre le choix du Conseil fédéral de ne pas publier le projet de loi prévu à cet effet.

Les opportunistes et les idéologues

À l'heure où quelques individus particulièrement fortunés font le choix de se ranger derrière des stratégies de prise de pouvoir autoritaires et racistes, que leurs réseaux sociaux structurent dange-

reusement notre vie démocratique, notre droite à nous fait le choix de s'en accommoder. Elle recycle une politique déjà utilisée pour d'autres puissances autoritaires du passé : le court-circuitage de la réponse des alliés démocratiques (ici l'Union européenne) en refusant à priori toute mesure de rétorsion est équivoque.

Cette attitude est principalement opportuniste, mais s'ajoute à la radicalisation de franges internes du PLR et de l'UDC. Les thèses libertariennes qui infusent au sein de ces deux partis depuis bientôt dix ans, ont fait éclore des nouvelles figures de l'extrême droite suisse, et ont donné une belle image de Javier Milei dans les milieux patronaux du pays. Il devient urgent que ces deux partis perdent le contrôle du Conseil fédéral.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|--|---|
| <p>4 Actualités
États-Unis : Les dissonances du modernisme réactionnaire</p> <p>6 Serbie : <i>Pumpaj, Srbijo!</i> Une révolte sans précédent</p> <p>6 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>7 Dossier</p> <p>8 Une Suisse très dépendante aux énergies fossiles</p> <p>10 Les services industriels, une invention du XIX^e siècle pour aujourd'hui</p> <p>11 Bienne : les leviers de la transition</p> <p>12 UE : les déboires de plusieurs décennies de libéralisation</p> <p>14 Licenciement massif au Groupe E : le cynisme de la direction</p> | <p>16 Libéraliser et nucléariser : les délires du PLR et de l'UDC</p> <p>17 Élections au Canada : le Parti conservateur boosté par le fossile</p> <p>18 Suède : de nouvelles centrales ne sont pas rentables</p> <p>20 Contrôle démocratique de l'énergie : le préalable à tout</p> <p>21 Culture
Visiter le Groenland au musée alpin suisse avant que tout change

Severance : une critique glaçante du travail moderne</p> <p>22 Commémorer la Guerre des Paysans en relisant Engels</p> <p>23 Livres et cinéma</p> <p>24 Der</p> |
|--|---|

États-Unis

Les dissonances du modernisme réactionnaire

Désormais hégémonique au sein d'un parti radicalisé, et porté par des barons de la Tech chauffés à blanc, l'administration Trump 2.0 est sensiblement différente de la première. Les effets d'annonce lunaires se multiplient, mais sont, contrairement à la période 2016-2020, beaucoup plus souvent traduits par des mises en application expéditives.

La plupart des démocrates rechignent à lancer une résistance d'ampleur, et en l'espace de quelques mois la fuite en avant des États-Unis ne cesse de s'accélérer : purges massives et illégales au sein d'agences gouvernementales, déportations arbitraires de dizaines de milliers d'individus à l'étranger ou vers des centres de détention extraterritoriaux, et restructuration turbo-impérialiste de la politique extérieure. Le manque d'homogénéité du bloc porteur de ces revirements traduit le manque de stabilité de ce modernisme réactionnaire. Le trumpisme est un néofascisme, c'est une évidence. Mais s'est-il développé, comme le fascisme historique, dans le but d'empêcher la prise de pouvoir des communistes ou des socialistes ? Les psychoses des néoconservateurs-trices du XXI^e siècle feraient presque croire à une grande répétition. Une élite politico-culturelle adoratrice de Foucault et autres *French theorists* dirigerait grandes universités, médias ou État profond.

Bien évidemment, leur délire ne traduit aucune réalité matérielle, mais plutôt une stratégie rhétorique issue de la contre-révolution de Reagan. De ce point de vue là, le trumpisme est avant tout l'enfant dégénéré de cette contre-révolution. Celle-ci a toujours eu comme objectif économique clair de mettre l'État au service du marché (et du capital). Ce succès politique s'est réalisé grâce à la construction électorale d'un peuple néolibéral : convergence des énergies productives du pays en opposition aux parasites d'en

bas (chômeurs-euses, syndiqué-e-s, fonctionnaires) et d'en haut (cette fameuse élite politico-culturelle). Ce productérisme pouvait adopter un ton raciste lorsqu'il sous-entendait par exemple que les bénéficiaires d'allocations venaient toujours des mêmes catégories de la population. Au sein du GOP (parti républicain), cette rhétorique raciste est devenue toujours plus centrale avec le temps, jusqu'à en devenir la matrice première en dépit de la primauté des marchés. Curtis Yarvin, théoricien influent de cette *alt-right* et adorateur de von Mises ou Hayek, symbolise cette folie : monarchiste convaincu, il compare volontiers le *New York Times* avec la Stasi, qui devrait alors logiquement être démantelé.

Paradoxalement, cette radicalisation vient de la promesse non tenue des théories néolibérales. Depuis le début du siècle, le capitalisme demeure de basse intensité dans le monde occidental. En moins de quinze ans, deux récessions sont apparues et le reste du temps, le taux de croissance dépasse difficilement les 2,5%. Le monde du capital capte la plupart de cette création de valeurs, et les opportunités de profit sont reportées dans la finance spéculative et dans d'autres nouveaux secteurs rentiers. Dans cette optique, une grande partie du patronat américain accueille favorablement le retour au pouvoir du magnat de l'immobilier qui promet le développement de nouveaux marchés.

Les névrosés de la Silicon Valley

Une des fractions du capital à avoir le plus soutenu Trump durant sa campagne se trouve du côté

de la *Silicon Valley*, connue pour tant pour sa sensibilité démocrate historique. Première explication, ce retournement viendrait d'un esprit de revanche contre les politiques trop interventionnistes de Biden sur les mastodontes du numérique à travers les lois anticaractels. La seconde se retrouve plutôt dans le fond idéologique présent dans cet univers. Croire que celui-ci serait acquis aux politiques progressistes serait un leurre. Au contraire, depuis plusieurs décennies, une pensée particulièrement eugéniste se développe dans le secteur de la *Tech*. L'avenir de la planète serait en danger en raison du nivellement de l'intelligence par le bas. Le taux de QI (pour tant une construction sociale claire) serait directement corrélé par des traits génétiques et raciaux. La production quasi industrielle de la dizaine d'enfants par Elon Musk se fait dans cet objectif-là : les projets (techno-solutionnistes) à même de sauver l'humanité sur le long cours ne pourront être réalisés que par sa descendance ou ses semblables.

Ces deux facteurs explicatifs rejoignent enfin un aspect purement opportuniste. Beaucoup de ces entreprises, intelligence artificielle en tête, sont survalorisées sur le marché boursier. Leurs perspectives de rendement restent limitées, et le monde de la surveillance de masse représente l'aspect le plus lucratif de leurs activités. Par l'accaparement infini de données personnelles et le potentiel de traitement algorithmique de masse, ces entreprises promettent une civilisation vidée de toute déviance sociale. L'exemple type est celui de l'entreprise Palantir, de Peter Thiel, mentor de JD Vance, dont le nom vient de la pierre de vision corrompant Saroumane dans *Le Seigneur des Anneaux*. Après près de deux décennies d'activité, Palantir n'est toujours pas rentable. L'entreprise tourne presque exclusivement grâce à l'argent (encore insuffisant) issu des contrats publics avec les agences de sécurité (CIA, ICE, Marines, etc.) améri-



caines, mais aussi européennes. La prise de pouvoir d'un programme ultra sécuritaire et anti-immigration peut alors promettre un avenir économique radieux avec la multiplication de ce genre de contrats, surtout si, derrière, la puissance publique peut garantir par la force de nouvelles chaînes d'approvisionnement en métaux rares du côté du Groenland ou de l'Ukraine.

Une «lumpenbourgeoisie» qui fait tache

Se mélangeant parfois à ces géants de la *Tech* trône une autre fraction nouvellement conceptualisée par Rolando Astarita : la «lumpenbourgeoisie». Surreprésentée sur les antennes de *Fox News* et les couloirs de la Maison-Blanche, cette nouvelle catégorie se distingue par son banditisme pour dégager du profit partout où elle peut. Trump en est le premier représentant, et avec lui, ils-elles ont un intérêt direct au détricotage des agences de surveillance des quelques régulations économiques encore existantes capables de ralentir leurs petites affaires (anticorruption, anticartels, etc.). Dire à ses copains d'acheter des actions en masse quelques dizaines de minutes avant d'annoncer une suspension de 90 jours des droits

de douane, c'est un délit d'initié évident. Lancer son propre crypto-actif qui sera alimenté par des *hedg-funds* et des banques centrales étrangères, c'est un système de corruption planétaire.

L'État bourgeois classique était structuré de manière à ce que la bourgeoisie reste classe dominante dans la globalité. Désormais, une fraction de celle-ci menace cette stabilité. Les cycles d'annonce-rétractation de la politique douanière américaine traduisent ces violentes tensions. Les industriels classiques qui s'étaient rangés derrière Trump font déjà grise mine tellement leurs chaînes de valeur internationalisées sont maintenant menacées. Les barons de la *Tech*, même s'ils se méfient toujours plus de leurs concurrents chinois, ne peuvent que très difficilement s'en sortir financièrement face à de telles guerres commerciales. Seul le noyau dur de multimillionnaires proches de Trump semblent plus ou moins y trouver leur compte malgré vents et marées.

Les investisseurs internationaux ont infligé une défaite de poids contre Trump sur le marché financier, contraignant ce dernier à revoir ses plans sur quelques mois. Dans la longue liste des enti-

tés qui essaient de lui résister, c'est sûrement la seule à avoir un quelconque effet, mais à n'avoir aucune assise démocratique. Le risque que la dette publique américaine devienne incontrôlable pressurise Trump au point qu'il cherche à renforcer davantage son contrôle sur la Fed pour baisser massivement les taux d'intérêt et stimuler une croissance en chute libre. Dans la fascisation rapide du pays, le monde du capital ne semble s'émouvoir que de quelques indicateurs économiques. Et si la main d'œuvre venait à manquer en raison des renvois des immigrants, celle-ci pourra toujours être consolée par le retour du travail des enfants à l'image de la Floride.

Bertil Munk

À lire :

Laurent Sylvie, La Contre-révolution californienne, Paris, *Le Seuil*, 2025.

Durand Cédric, Faut-il se passer du numérique pour sauver la planète ? Paris, *Éditions Amsterdam*, 2025

«Avec Trump, l'émergence d'un "capitalisme de malfrats"», *Mediapart*, *Godin Romaric* et *Orange Martine*, avril 2025

Serbie

Pumpaj, Srbijo! Une révolte sans précédent en Serbie

Dans les pays d'ex-Yougoslavie, les révoltes sociales de grande ampleur et intensité sont aussi nombreuses et fréquentes qu'elles tombent rapidement en désuétude sans grand résultat. Des révoltes estudiantines massives de juin 1968 – que des promesses vides du dictateur yougoslave Josip Broz Tito avaient suffi à calmer – aux manifestations et plénums citoyens de 2014 en Bosnie-Herzégovine – que le désaveu complet de l'Union européenne avait su tuer –, peu de mouvements citoyens ont su créer la différence, et une certaine désillusion règne.

Depuis novembre 2024, la Serbie fait face à une immense vague de révolte contre le régime autoritaire du Président Vučić. Une révolte qui a non seulement su s'inscrire dans la durée mais qui est massive, avec des mobilisations qui ont compté, selon des organisations indépendantes, jusqu'à 300'000 personnes.

Contre la dérive Vučić

Les manifestants ne demandent pas directement "la tête" de Vučić - bien que celui-ci ait eu recours à la politique du fusible en poussant son premier ministre Miloš Vučević à démissionner de concert avec le maire de Novi Sad. Ce que demandent les manifestant·e·s, c'est l'élimination de la corruption, et des caractéristiques autoritaires et mafieuses du système politique. Ce qui, implicitement, revient à demander la démission de leur principal architecte : Vučić.

Car le régime connaît un tournant autoritaire toujours plus marqué. À ce jour, la Serbie ressemble en effet moins à

une "démocratie libérale" qu'à un État mafieux.

Le Président serbe a tout fait pour décrédibiliser le mouvement. "Sa" presse a accusé les manifestant·e·s de ne pas se calmer après que le gouvernement soit « entré en matière sur toutes les revendications » (pour la presse la plus modérée à l'instar de *Politika*) voire a imputé au mouvement mille violences jamais commises, les assimilant à des terroristes en puissances (pour les tabloïds de type *Informer*). Avec la croissance du mouvement, le Président s'est lui-même mis en scène avec un policier en civil "victime des manifestants" - alors qu'une vidéo a entretemps révélé qu'il avait été frappé par... un collègue en uniforme.

Le silence européen

Comment a répondu l'Union européenne à cette situation? "Mollement" serait un euphémisme. Comme l'ont développé plusieurs politologues depuis de nombreuses années, la Serbie joue auprès

de l'UE le rôle d'une « stabilocratie » : un régime, certes autoritaire, mais qui - prétendument - assure la stabilité d'une région perçue comme "explosive" - les termes *mir i stabilnost* (« La paix et la stabilité ») sont d'ailleurs des éléments de langage omniprésents chez Vučić. Et tout cela sans parler des mines de lithium que projette l'UE sous la gouverne du Président serbe pour sa fameuse "autonomie", qui avaient déjà, il y a quelques années, provoqué d'importantes manifestations écologistes. Ainsi, des responsables politiques européens face aux manifestations gigantesques, on n'aura entendu que des appels au "dialogue" et au "respect mutuel".

Avec ou sans le soutien occidental, les étudiant·e·s et manifestant·e·s serbes font l'histoire en ce moment même. Autant y participer.

Karel Zetkin

Une version longue de cet article a été publiée sur notre site Internet

LE POING



En été dernier, il avait fait une tournée remarquée en Europe pour soutenir les travailleur·ses grévistes de VW. Cela lui avait valu notre rose. Mais après son soutien singulier à certaines des mesures douanières de Trump, **Shawn Fain du syndicat américain UAW** mérite aussi notre poing. Ces nouvelles taxes sur la consommation veulent remplacer les impôts redistributifs restants et auront un effet négatif sur le prolétariat américain et du reste du monde.

LA ROSE



Face à la montée des autoritarismes, les mobilisations du 1er mai de cette année partageaient à l'échelle planétaire le même esprit de résistance. Celui-ci est particulièrement admirable du côté des **manifestant·e·s stambouliotes**. Face à une énième interdiction de rassemblement sur la place Taksim, elles·ils ont pris la rue malgré une féroce répression décuplée depuis l'emprisonnement du maire de la ville.

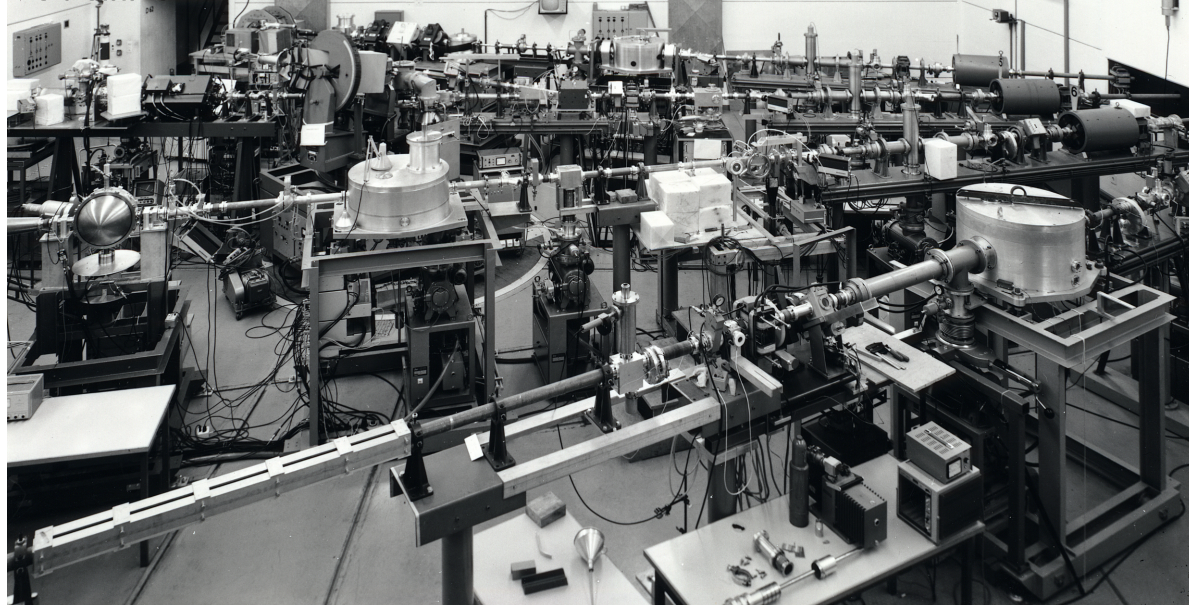
LE CASSE-NOIX



L'an passé, le **groupe Shaka Ponk** s'est dissout pour raisons écologiques : étonnant mais pas scandaleux pour ce collectif qui avait soutenu le NFP. Par contre, le groupe s'est obstiné à défendre pendant des années Bertrand Cantat sur la base du droit à la rédemption. Avec la sortie du nouveau documentaire sur le féminicide de Marie Trintignan, leurs arguments refont surface dans les médias ; on aurait préféré un rappel de l'ignominie du concept de « crime passionnel ».

PAGES DE GAUCHE

Le dossier



Le long cycle de l'énergie

Pages de gauche s'est engagé depuis le début contre la libéralisation du secteur de l'énergie. Les numéros 0 et 4 ont participé à leur échelle à la victoire référendaire de 2002. Le numéro 49 de Pages de gauche quatre ans plus tard était consacré de nouveau à l'énergie. En cette période, la Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) était en passe d'être votée, les libéralisations allaient bon train surtout le continent, et le Conseil fédéral revenait à la charge pour construire de nouvelles centrales nucléaires, et il y avait déjà urgence pour sortir des énergies fossiles.

Vingt ans plus tard, peu semble avoir changé. Bien sûr, entre deux il y a eu la catastrophe de Fukushima qui a poussé le camp bourgeois à avaliser une sortie du nucléaire sur plusieurs décennies, le coût des énergies renouvelables a sensiblement chuté grâce à des subventions R&D massives de certains pays, et les manifestations climatiques de 2019 ont eu comme effet d'accélérer certaines politiques de décarbonation.

Mais en cette année 2025, l'initiative «Stop Black-out» et son très probable contre-projet sont aussi sur le point de remettre au goût du jour l'énergie nucléaire, le volet «électricité» des négociations Suisse-UE prévoit une libéralisation accrue de la distribution électrique en Suisse sur la base du modèle de marché européen, et atteindre les objectifs de Paris semble toujours plus incertain.

Ce dossier compte faire le bilan critique de ces deux décennies passées qui valident à demi-mot la thèse de Jean-Baptiste Fressoz selon laquelle chaque nouveau type d'énergie s'accumule au type précédent. Dans son dernier ouvrage «Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie», il dénonce la conception par phase toujours hégémonique pour penser la transition énergétique. Le bois n'a pas remplacé le charbon, le charbon n'a pas remplacé le gaz ou le pétrole, et le renouvelable n'est malheureusement pas sur le point de remplacer tout ce qui précède. Aujourd'hui, la consommation de charbon est la plus grande à l'échelle de l'histoire, et la Suisse n'en est pas l'exception dès lors qu'on prend en compte son énergie grise.

Envisager un avenir tenable pour la planète n'est alors possible que par une sortie globale du mode d'accumulation actuel, ce qui ne nous empêche pas pour autant de penser l'usage actuel de l'énergie. Ce numéro vagabonde entre trois axes : l'attachement de la droite bourgeoise et fasciste au fossile, qu'il soit nucléaire ou pétrolier, la dépendance énergétique massive du continent européen vis-à-vis de puissances qui ne lui veulent pas que du bien, et l'ornière dogmatique actuelle partagée entre le Conseil fédéral et la Commission européenne qui empêche toute politique planificatrice ambitieuse.

Une Suisse très dépendante aux énergies fossiles

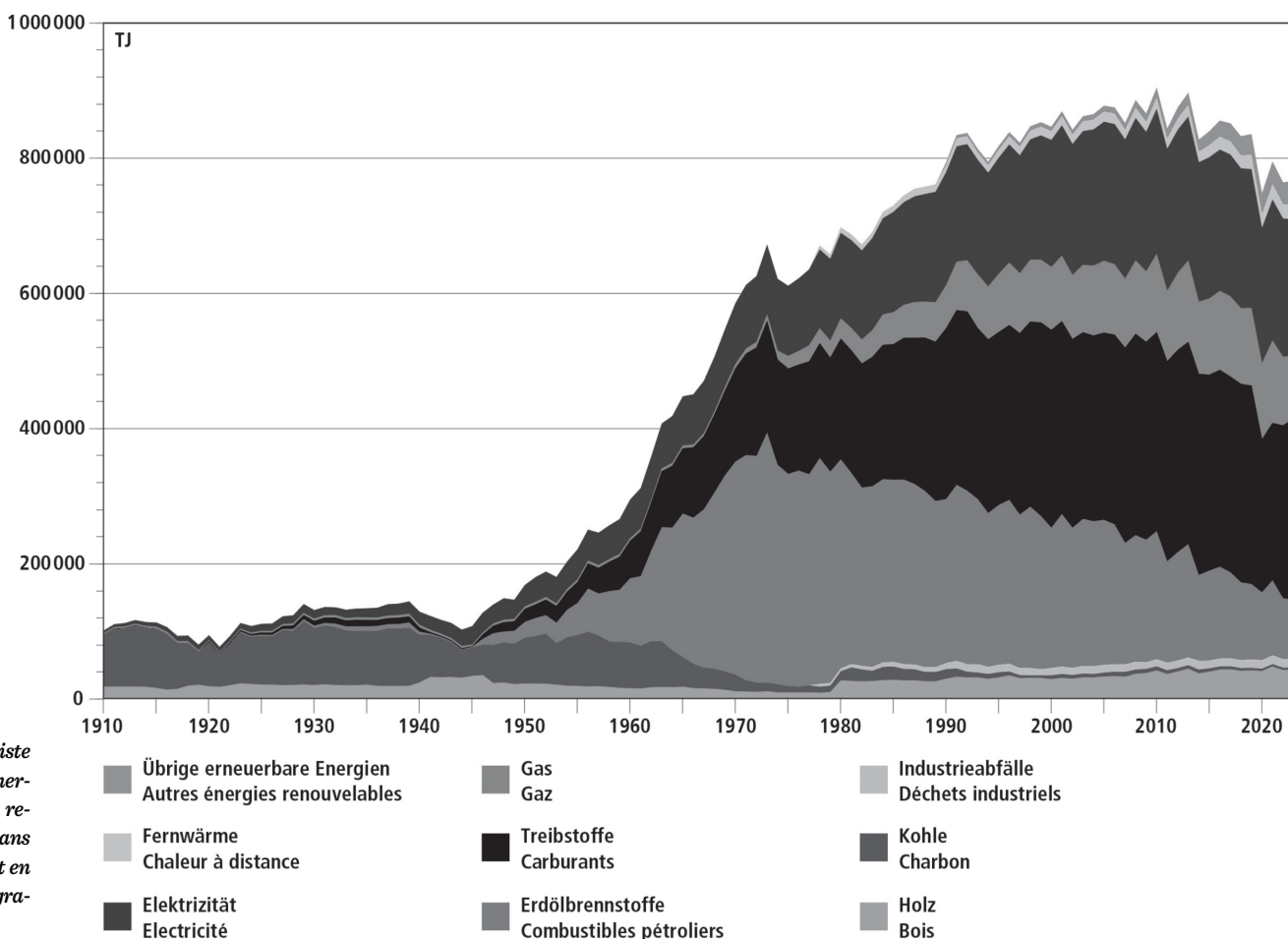
Pour que la Suisse atteigne son objectif de neutralité carbone d'ici 2050, elle doit d'urgence radicalement transformer son mix énergétique. Les données de la Statistique globale suisse de l'énergie 2023 de l'Office fédéral de l'environnement sont sans équivoque : la dépendance helvétique aux énergies fossiles s'élève à plus de 70%.

DOSSIER Entre les années 1950 et 2010, la Suisse a connu une augmentation sans précédent de sa consommation d'énergie finale (figure 1). Durant cette période, sa consom-

mation annuelle a plus que quintuplé, passant en 60 ans de moins de 168'000 térajoules (TJ) à plus 900'000 TJ. À partir du début du XXI^e siècle, la courbe de la consommation

s'est aplatie, puis a légèrement décro pour atteindre en 2023 moins de 770'000 TJ (soit, une réduction d'environ 15% par rapport au pic des années 2010).

Fig. 1 Endenergieverbrauch 1910–2023 nach Energieträgern
Consommation finale 1910–2023 selon les agents énergétiques



BFE, Schweizerische Gesamtenergiestatistik 2023 (Fig. 1)
OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2023 (fig. 1)

Une mobilité particulièrement carbonée

Si la Suisse fait souvent figure de bon élève au niveau international en matière de mix électrique, grâce à sa production hydroélectrique significa-

tive, son mix énergétique est beaucoup moins reluisant avec un taux de dépendance aux énergies non renouvelables de 70%. Un secteur symbolise à lui seul cette dépendance aux énergies fossiles : la

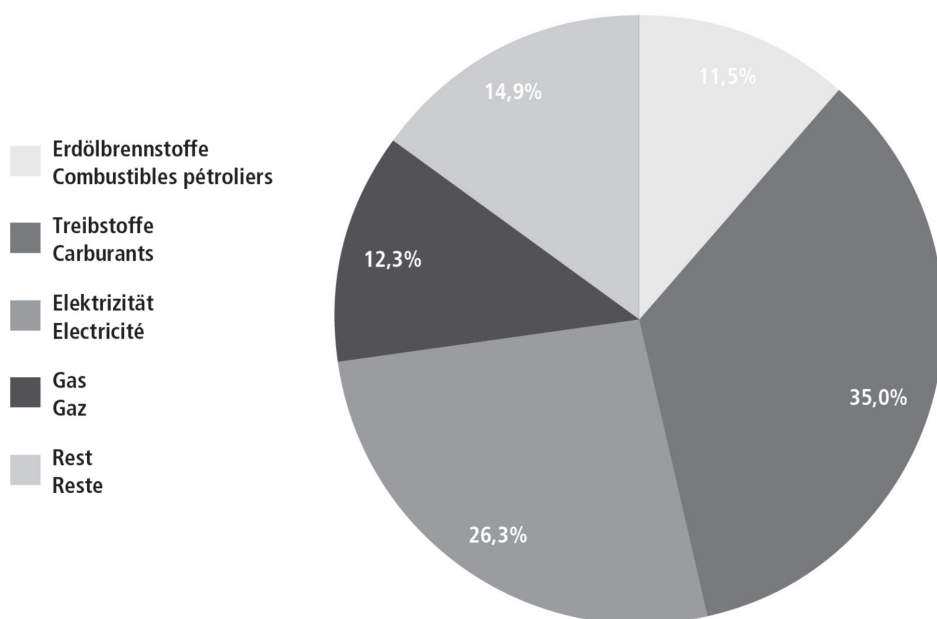
mobilité. Ce secteur, dont près de 93% de l'énergie provient du pétrole, a effectivement représenté 37,7% de la consommation finale helvétique en 2023.

Une très forte dépendance fossile

La décomposition par agent énergétique de la consommation helvétique brute d'énergie de 2023 (figure 2) a été dominée par les produits pétroliers avec 37,1%, suivis par le nucléaire (24,8%), l'hydraulique (14,3%) et le gaz (9,7%). Ensemble, les agents énergétiques d'origine fossile ont représenté plus de 70 % de la consommation brute de la Suisse. Il est intéressant de relever que le charbon, qui a constitué près de 80% en 1910 et 42,9% en 1950 de la consommation brute, n'a représenté plus que 0,3% de celle-ci en 2023.

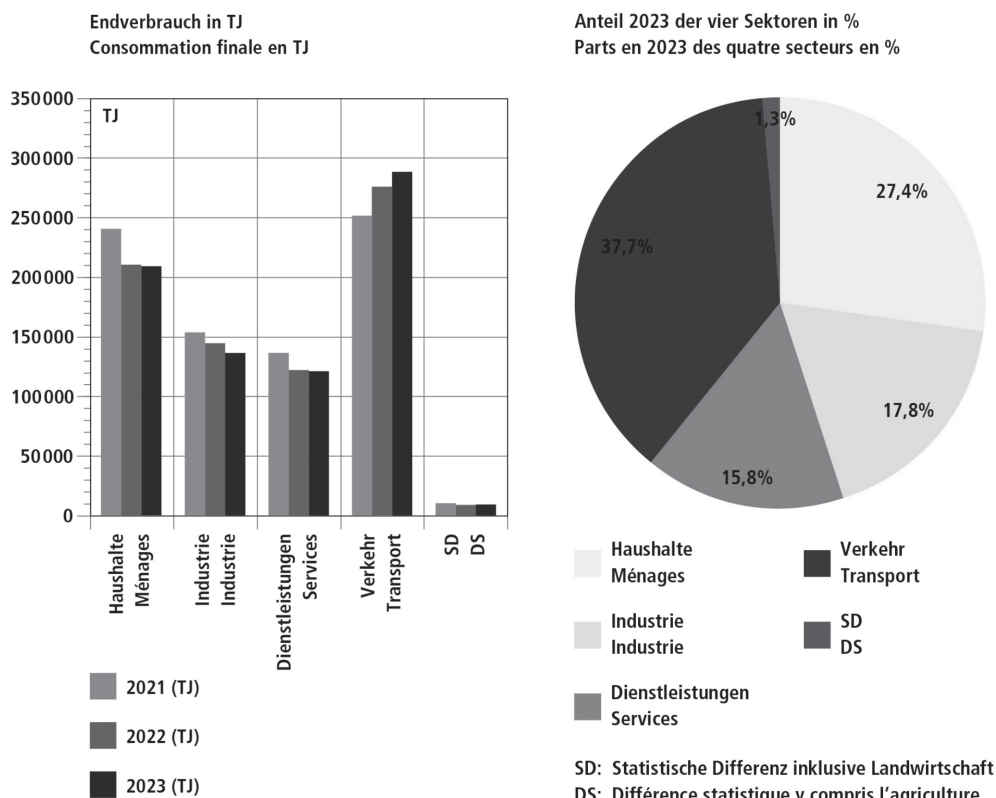
La ventilation de la consommation finale d'énergie en Suisse de 2023 (figure 3) a, pour sa part, été dominée par le secteur des transports, avec une part de 37,7%. Les parts des ménages, de l'industrie et des services se sont respectivement élevées à 27,4%, 17,8% et 15,8%.

Fig. 2 Aufteilung des Endverbrauchs nach Energieträgern (2023)
Répartition de la consommation finale selon les agents énergétiques (2023)



BFE, Schweizerische Gesamtenergiestatistik 2023 (Fig. 2)
OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2023 (fig. 2)

Fig. 3 Aufteilung des Energie-Endverbrauchs nach Verbrauchergruppen
Répartition de la consommation finale d'énergie selon les groupes de consommateurs



BFE, Schweizerische Gesamtenergiestatistik 2023 (Fig. 3)
OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2023 (fig. 3)

Ne pas oublier l'énergie grise

La Statistique globale suisse de l'énergie présente une limite importante : elle ne rend pas pleinement compte de l'ensemble de l'énergie consommée en Suisse. En effet, ces statistiques ne prennent pas en considération l'énergie intrinsèquement liée à la production des biens et services importés en Suisse.

Cette omission est d'autant plus significative que l'économie suisse est fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales et qu'au cours du 20^e siècle, une partie des activités industrielles les plus consommatrices d'électricité a été délocalisée vers l'étranger. Il ressort d'une estimation de journalistes de la radio-télévision alémanique, fondée sur des données mises à disposition par l'institut des sciences de l'environnement de l'EPFZ, que l'empreinte de la Suisse est multipliée par 3,8 lorsqu'on prend en compte les émissions importées...

Les services industriels, une invention du XIX^e siècle pour aujourd'hui

DOSSIER Les services industriels qui ont été créés en Suisse à partir de la fin du XIX^e siècle dans certaines villes constituent un modèle tout à fait original. Revenir sur cette invention permet de faire à la fois une histoire de l'énergie, des transports et du service public.

Un pays sans ressources fossiles

Jusqu'à une date avancée dans le XIX^e siècle, l'industrialisation de la Suisse repose sur des sources d'énergie préindustrielles, pour l'essentiel le bois et l'eau. L'introduction du charbon est tardive et pose quantité de problèmes, notamment la forte dépendance qu'elle entraîne envers l'étranger, avec les fluctuations de livraison et de prix qui l'accompagnent. L'histoire énergétique de la Suisse se distingue donc de celle des autres pays les plus industrialisés du continent : la Grande-Bretagne, la Belgique et, plus tard, l'Allemagne. Elle se singularisera en particulier par une utilisation massive et très précoce de l'énergie électrique, à la fois pour l'industrie et pour les transports. Au début du XX^e siècle, la Suisse est ainsi la première consommatrice d'énergie électrique par habitant au monde.

Deux lois fédérales sur le marché de l'électricité sont d'ailleurs votées, en 1902 et 1916, pour organiser la pro-

duction et la distribution de cette énergie.

Cette politique conduit à une électrification rapide du réseau secondaire de chemins de fer (notamment les lignes de montagne), au développement des tramways dans les villes suisses, puis à l'électrification massive du réseau ferroviaire principal (celui des CFF), bien avant celui des autres pays européens. Les deux-tiers du réseau sont ainsi électrifiés dès les années 1930.

Dans cette histoire, aux côtés des entreprises privées, on rencontre d'autres actrices essentielles : les villes.

L'apparition des services industriels

Les premières sociétés de distribution d'énergie apparaissent en Suisse au milieu du XIX^e siècle pour acheminer le gaz pour l'éclairage public et domestique. Des réseaux de distribution d'eau potable sont construits dans les décennies suivantes (le premier l'est à Glaris en 1858). Dans un premier temps, la distribution de ces services est assurée par l'entremise de concessions accordées par les communes à des entreprises privées.

Même si Berne et Bâle les municipalisent dès les années 1860, il faut attendre les dernières années du XIX^e siècle pour assister à un mouvement généralisé de communalisation de ces services. Comme pour les chemins de fer, ce sont les effets désastreux de la concurrence entre des monopoles privés, en particulier les tarifs imposés aux utilisatrices, qui conduisent à ces décisions par des municipalités qui, à ce moment, sont encore aux mains de la droite.

Après le gaz et l'eau, les villes se dotent progressivement d'usines électriques et d'un réseau pour acheminer l'électricité dans les foyers. Le

mouvement prend rapidement de l'ampleur et en 1918, 44 villes suisses sont propriétaires de leur propre centrale électrique. Cette production communale permet en retour de lancer le développement de réseaux de tramways alimentés par l'électricité, Zurich et Bâle étant pionnières en la matière dès les années 1890, bientôt rejointes par à peu près toutes les villes du pays.

Source de revenus pour les communes

Les services industriels permettent certes de mettre à disposition une énergie régulière aux habitant·e·s des villes, mais ils constituent également, dès le départ, des sources importantes de revenus pour les communes. Dans les premières décennies du XX^e siècle par exemple, ils représentent entre 20 et 30% des recettes fiscales dans les villes de Berne et Zurich.

Aujourd'hui, les services industriels sont des acteurs essentiels des projets de transition énergétique en Suisse car ils peuvent décider de se concentrer sur des énergies renouvelables et de le faire à une échelle qui est significative. Cette invention largement conjoncturelle qui nous a été léguée par le XIX^e siècle s'avère donc être un instrument parfaitement adapté à la politique énergétique qu'il faudrait mettre en place au XXI^e.

Antoine Chollet

À lire :

Dominique Dirlwanger, Les services industriels de Lausanne, la révolution industrielle d'une ville tertiaire (1896-1901), Lausanne, Antipodes, 1998.

Marc Gigase, Monika Gisler, Katja Hürliemann, Daniel Krämer, « Énergie », Traverses, revue d'histoire, n° 3, 2013.

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

L'info à vos côtés

COMPRENDRE LE MONDE, AGIR ENSEMBLE

-30% sur nos abos aux membres de nos réseaux partenaires lecourrier.ch/offres

Bienne : les leviers de la transition

En Suisse, les villes possèdent un levier important en matière de politique énergétique. Pour la gauche, cette donnée est centrale car elle y est majoritaire. Afin d'en savoir plus sur les enjeux actuels et à venir, Pages de gauche s'est entretenu avec Lena Frank (Les Vert·e·s), Conseillère municipale et directrice des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement de la Ville de Bienne ainsi que Présidente de la Commission de politique énergétique et climatique de l'Union de villes suisses.

DOSSIER *Récemment, Bienne a renouvelé sa certification de « Cité de l'énergie or » décernée aux communes qui ont une politique ambitieuse en matière de durabilité énergétique. D'où provient l'électricité des habitant·e·s de la ville de Bienne ?*

Bienne a récemment renouvelé sa certification de « Cité de l'énergie or ». Ce label passe en revue un catalogue de politiques climatiques large qui est contrôlé lors d'un rapport et d'un audit d'une demi-journée. Cette année, Bienne passe dans le top vingt des communes (sur un total de 400) et reconnaît ainsi les efforts de la ville en la matière.

Depuis plusieurs années, Energie Service Biel/Bienne (ESB) fournit aux biennois·e·s de l'électricité exclusivement renouvelable. La moitié de ce courant est issu de la production directe d'ESB. Le reste provient du marché suisse et nous faisons le choix de ne sélectionner que ce qui est renouvelable. Nous avons nos propres sites de production d'électricité à Bienne, dans la région et une au valais. Ceux-ci permettent une certaine sécurité de l'approvisionnement et limite les prix, ce qui a déjà été très utile lors de la crise énergétique de 2022.

ESB est depuis 2013 une entreprise municipale autonome. Plus de dix ans après, quels aspects négatifs ou positifs constatez-vous ?

De base je suis assez critique de ces formes d'externalisation, mais sur ce sujet précis je perçois surtout des points positifs. Ici, ESB reste à cent pour cent dans les mains de la ville. Toute revente, même partielle, est exclue. Ce que je vois en revanche, c'est que les décisions

relatives aux investissements sont plus rapides, et la continuité sur le long terme est améliorée.

Pour répondre aux directives politiques du Conseil de ville, ce format est à mes yeux efficace. Je siége au Conseil d'administration en tant que vice-présidente avec la maire (PS), et la Municipalité nomme le reste des membres. Le Conseil de ville (législatif) fixe la Stratégie de propriétaire, et le Conseil municipal s'occupe des contrats de prestation renouvelés chaque quatre ans. L'influence politique reste marquée, mais l'opérationnel est d'avantage délégué. ESB est dans tous les cas liée à notre stratégie climatique et ne pourra en aucun cas prendre la décision d'arrêter avec l'exclusivité renouvelable par exemple.

La Ville parvient-elle à assurer suffisamment d'investissements pour développer l'énergie renouvelable ?

La Ville de Bienne a l'avantage de déjà avoir beaucoup investi dans le domaine. La nouvelle loi sur l'énergie nous demande une certaine adaptation mais surtout un prolongement de nos engagements. L'accent va prochainement être mis sur la construction d'éoliennes. Un nouveau plan régional est en train d'être approuvé et ESB jouera un rôle actif en la matière. Dans le photovoltaïque, il y a plusieurs approches. La ville a créé une coopérative solaire il y a quelques années et a assuré le financement de départ. Cet exemple symbolise assez bien notre volonté d'impliquer la population dans cette transition.

Le plus grand investissement est moins du côté de l'électricité, mais plus du côté

du chauffage. La sortie du gaz non-renouvelable doit se faire d'ici 2050 et nous devons vite trouver des alternatives. Nous avons déjà plusieurs réseaux de chauffage à distance en fonction. Une étape importante du projet pour se chauffer grâce à l'eau du lac a été achevée et les travaux continuent pour étendre le réseau. Le montant estimé pour tous les projets de chauffages à distances est de 150 millions de francs. Nous sommes aussi dans les phases exploratoires en termes de géothermie dans la région.

Comment le futur accord avec l'UE sur l'électricité pourrait vous affecter ?

Certains Services industriels comme celui de Lausanne ou Genève sont beaucoup plus concernés qu'ESB, notamment car ceux-ci ont beaucoup plus d'usagers·ers que nous. Mais ce qu'on sait c'est qu'avec ces accords, il y aura non seulement la possibilité d'aller sur le marché libre, mais aussi de revenir vers le marché régulé, ce qui est une revendication importante des villes. Certaines entreprises qui avaient fait le choix d'aller vers le marché libre ont réalisé que cela ne leur était pas favorable, notamment après l'expérience de la crise énergétique de 2022, mais ne peuvent en l'état rien faire [depuis 2009, la LApEI autorise les entreprises à faire ce choix irréversiblement]. Mais en l'État, ça reste très compliqué d'en savoir plus, notamment car il est impossible d'estimer le nombre de client·e·s d'ESB qui serait tenté·e·s de passer outre notre offre régionale et renouvelable pour aller ailleurs.

*Propos recueillis
par Bertil Munk*

UE : les déboires de plusieurs décennies de libéralisation

En 2022, lors de son discours sur l'État de l'Union, la présidente de la Commission européenne évoquait une réforme en profondeur du marché européen de l'électricité. Face à la nouvelle crise énergétique induite par l'invasion à large échelle de l'Ukraine, le système hérité de la libéralisation de l'énergie vingt ans plus tôt montrait une fois de plus ses limites.

DOSSIER Cet effet d'annonce ne s'est finalement pas traduit par une refonte du système existant. La révision adoptée sera largement en deçà des attentes. Dès l'été 2023, le gaz russe était en grande partie remplacé par de larges importations de gaz naturel liquéfié américain, égyptien ou qatari, rétablissant l'envolée des prix et par la même occasion l'urgence de revenir sur la libéralisation du secteur de l'énergie.

Cette libéralisation a vu le jour à la toute fin du XX^e siècle. À l'instar d'autres services publics, comme les télécoms ou le système postal, la Commission européenne estimait que l'absence de concurrence dans l'énergie entraînait des prix trop hauts. La Directive de 1996 relative à l'électricité et de 1998 relative au gaz sont alors introduites et promettent aux consommatrices-teurs une baisse du prix à terme grâce aux mécanismes de marché.

La concurrence par la concentration du capital

Sur la décennie suivante, le marché de l'électricité s'est renforcé avec la Directive 2003/54/EC, puis avec le troisième paquet énergétique de 2009 qui entérinera définitivement le principe de découplage fonctionnel, comptable et juridique. Ce découplage a chamboulé l'architecture énergétique des pays européens dont le système était intégré verticalement : les mêmes organes géraient l'énergie de sa production à son acheminement final en passant par la distribution. Sans obliger les États membres à privatiser leurs entreprises énergétiques, la Commission européenne leur a imposé à tra-

vers le nouveau marché européen de l'électricité d'ouvrir le réseau électrique à tout nouveau producteur et/ou distributeur.

Dans les faits, le marché de l'électricité a remplacé des monopoles publics par une situation d'oligopole privé. Mettre des entreprises publiques en concurrence avec des entreprises privées ne fait aucun sens, et c'est d'ailleurs pour ça que la plupart des États ont opté pour des privatisations totales ou partielles. Dans les années qui ont suivi les premières phases de la libéralisation, les fusions et acquisitions se sont enchaînées. Un nombre limité d'entreprises ont siphonné les parts de marché au point où on parle aujourd'hui des « Big five », à savoir Engie (France) qui résulte de la fusion de Suez et de Gaz de France, E.ON (Allemagne) issu de Verba et Viag, EDF (France), RWE (Allemagne) qui n'avait pas été loin de gober Iberdrola en 2011, Enel (Italie) qui a racheté Endessa et Vattenfall (Suède) qui a pris sous son aile un grand nombre de petits détaillants.

Des subventions en masse pour le privé

Pour la Commission européenne, cette large concentration ne constituait pas la première menace de distorsion de concurrence. Le risque résidait dans les soutiens publics à la production énergétique.

Cette répulsion des aides d'État est à l'origine d'une première contradiction de fond. Parallèlement à la libéralisation, les objectifs 20-20-20 avaient été fixés pour réduire les émissions de CO₂ et augmenter la part des renouve-

lables dans le mix énergétique d'ici 2020. Mais lorsque certains pays de l'UE prévoyaient de larges subventions pour encourager le solaire ou l'éolien comme en Allemagne durant son *Energiewende*, la Commission européenne ne tardait jamais trop avant de bondir et rappeler dans le meilleur des cas le caractère purement temporaire de ces aides.

La deuxième contradiction, elle, vient d'une cause à effet mécanique. Les énergies renouvelables sont vendues en priorité sur le marché. Les centrales d'énergie nucléaire ou fossile sont, elles, mises à l'arrêt lorsque les demandes sont basses en raison du coût marginal de production supérieur. Au fil de la progression des énergies renouvelables, les énergies fossiles et nucléaires se vendaient de moins en moins sur le marché, et leurs entreprises faisaient grises mines, au point d'être menacées de faillite. Dans ces conditions, la sécurité de l'approvisionnement était mise en danger. Pour assurer un potentiel de production suffisant, la plupart des pays européens ont rapidement mis sur pied un nouveau type de subventions : la rétribution de la capacité. Pour maintenir à flot ces centrales électriques utiles en cas de pépin, ce sont des dizaines de milliards d'euros vers les industries fossiles et nucléaires qui ont dû être investies.

Dans cet univers de subventions généralisées, les investissements privés n'étaient toujours pas suffisants : la baisse a été constante entre 2011 et 2019. Face à cette observation, un nouveau mécanisme est mis en place dès 2011, c'est le plus

absurde...et le plus cynique. Le manque d'investissement privé étant dû à une trop grande incertitude du marché et de ses prix, il suffisait de faire disparaître cette incertitude. Les gouvernements ont alors mis progressivement en place des «contrats de différence». Ceux-ci fixaient (pour une durée limitée ou non) un prix auquel les entreprises contractantes pourront se baser pour vendre leur électricité. Si le prix du marché est trop bas, alors ce sont les États qui paieront la différence. Si le prix du marché est trop haut, l'entreprise remboursera la différence. Pour s'assurer que suffisamment de projets voient le jour, les collectivités publiques prendront la mauvaise habitude de fixer le prix garanti tendanciellement trop haut. Cette fois, la logique de marché est entièrement mise de côté, mais les privatisations demeurent. Ces contrats couvriront jusqu'à 50% de l'ensemble de l'énergie produite.

La tarification marginale de l'électricité

Du côté de la tarification, la situation n'est pas plus reluisante. La création du marché de l'électricité a entraîné un nouveau système de tarification de l'électricité. Ce nouveau système se base sur le coût marginal. Le prix de l'électricité

consommée sera calculé sur les coûts du type d'énergie sur le réseau le plus cher du moment. En période de basse demande, ce sont les énergies dont le coût variable est faible qui sont mises sur le marché. Mais lorsque la demande est forte, le renouvelable ne suffit plus et le gaz ou le nucléaire colmatent la différence. Ici, chaque unité de production coûte sensiblement plus cher, et le prix de la dernière unité utilisée sur le réseau déterminera alors le prix de l'ensemble de l'électricité à disposition sur le réseau.

Ce système explique comment en 2022 et en 2023, le prix de l'électricité a atteint des sommets jusqu'à pouvoir être quintuplé. Des profits extraordinaires de la part des entreprises énergétiques ont été atteints. L'UE a sorti en urgence le programme REPowerEU qui aura au moins essayé de limiter ces dérives, en autorisant la création d'un prix plafond de 180 euros par Mégawattheure ou d'un timide impôt sur les profits exceptionnels.

Une génération plus tard, un bilan peu glorieux

L'argument massue de la libéralisation était la promesse de la baisse des prix. Rien qu'entre 2008 et 2018, le prix de l'électricité a augmenté de 28.2%. Récemment,

le Parlement européen a estimé que la précarité énergétique touchait 41 millions d'Européens. Cet objectif non atteint est d'autant plus amer que cette libéralisation a eu un effet massif sur l'emploi. De 1995 à 2004, entre un tiers et un quart des emplois ont été perdus dans ce secteur. Ces économies effectuées sont allées tout droit vers les profits des nouvelles grandes entreprises énergétiques.

Le marché de l'électricité voulait donner la part belle à la production locale d'électricité, et comptait sur la multiplication des *prosumers* (producteurs et consommatrices en même temps). Mais même après une augmentation constante, leur part dans la production électrique atteint à peine les 4%. Cet échec rappelle que la politique énergétique est une affaire de gros projets industriels. Négliger la planification et l'investissement public peut être fatal. Pour que l'UE atteigne ses objectifs de 45% de renouvelable d'ici 2030, elle devra comptabiliser au cours de notre décennie 200 milliards d'euros d'investissement de plus que sur la période 2011-2020.

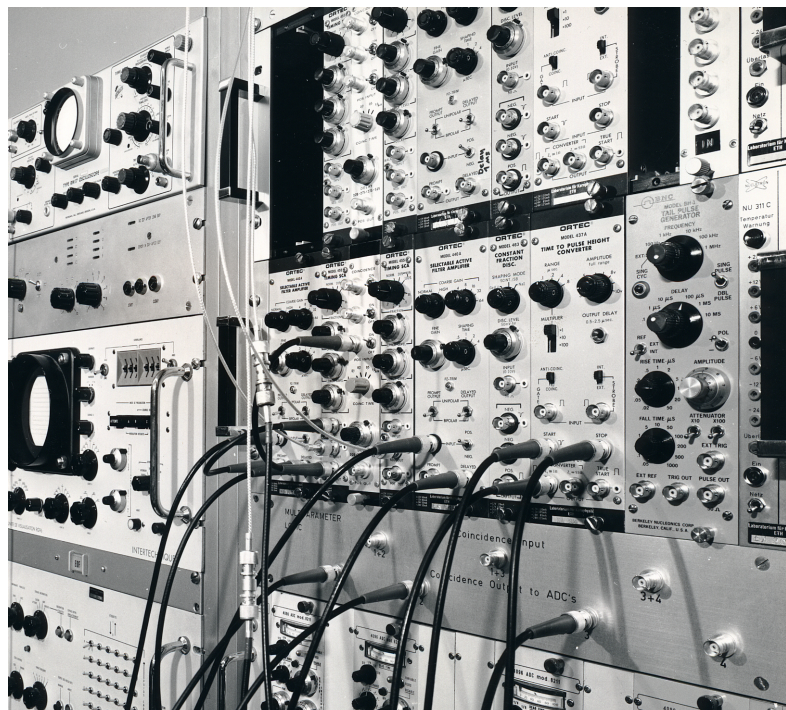
Malgré les milliards d'argent public déversé au privé ces dernières années à travers les différentes stratégies de *de-risking*, les chiffres ne sont pas là. L'index *S&P Global Clean Energy* est par exemple en baisse constante depuis 2021. La Commission européenne semble pourtant maintenir ce même cap, et a lancé en 2024 une «Coalition européenne pour le financement de l'efficacité énergétique»...

Bertil Munk

À lire :

Sweeney Sean, Mapping a Public Pathway for Europe's Energy Transition, *Rosa Luxemburg Stiftung*, 2024.

Wegmann Vera, L'échec de la libéralisation de l'énergie, *PSIRU, Université de Greenwich*, 2019.



Licenciement massif au Groupe E : le cynisme de la direction

Le mois dernier, l'entreprise énergétique basée à Fribourg Groupe E a annoncé son plan de licencier près de deux cents travailleuses·rs. Dans les efforts d'augmenter la part de renouvelable, cette annonce fait tache. Pour y voir plus clair, nous nous sommes entretenu·e·s avec le secrétaire régional d'Unia Fribourg François Clément.

DOSSIER *Pour commencer, que sait-on sur ce plan de licenciement collectif ?*

Nous sommes ici face à un gros cas de licenciement collectif. Le Groupe E prévoit de licencier 188 collaboratrices·teurs, dont 70 à Fribourg. Théoriquement, le groupe n'a donné qu'une estimation : elles ne doivent pas donner de liste détaillée des collaboratrices·teurs visés avant la fin de la période de consultation. Donc avant le 16 mai, on ne sait pas qui est menacé·e de licenciement, mais en théorie toujours. Car nous soupçonnons l'entreprise de ne pas avoir respecté les règles du jeu.

Celle-ci a brisé son obligation légale de confidentialité et a laissé savoir quel·le·s étaient les collègues visé·e·s par le licenciement. Cela permet à l'entreprise d'encourager les personnes touchées à débiter déjà maintenant leur recherche d'emploi et ainsi éventuellement à démissionner avant la date butoir. Dans les faits, certain·e·s ont déjà signé un nouveau contrat de travail ailleurs.

Quel est l'agenda d'Unia pour lutter contre cette décision du Groupe E ?

Dans ces cas de licenciements collectifs, il y a toujours une période de consultation minimum avec les syndicats et celle-ci est habituellement plus longue. Ici, elle ne durera jusqu'au 16 mai. Dans ce genre de cas, cette période est habituellement plus longue. Il faut laisser le temps aux partenaires sociaux de se pencher sur les chiffres de l'entreprise et faire des contre-propositions aux plans de l'entreprise. Cette période de consultation est assez ingrate pour les syndicats, car on fait dans une cer-

taine mesure le boulot de l'entreprise en proposant des trajectoires alternatives pas forcément encore étudiées.

Dans le cas actuel, les travailleuses·ses sont dégoûté·e·s. Elles et ils ont perdu confiance dans l'entreprise, et ont dans la période actuelle peu envie de continuer à travailler pour une entreprise qui ne les respecte pas. Elles et ils savent que le secteur est demandeur de main-d'œuvre, et que dans le pire des cas elles et ils ne devraient pas passer par la case chômage trop longtemps. Mais l'objectif syndical reste clair : D'ici le 16 mai, il va falloir mettre le plus de pression possible pour sauver un maximum d'emplois. Ensuite seulement le syndicat étudiera la question du plan social.

Quelles sont les motivations du Groupe E pour entreprendre un plan de licenciement de cette ampleur ?

Alors il y a ce que l'entreprise communique et ce que nous on observe. Le Groupe E est une entreprise rentable qui compte environ 2600 emplois. L'entreprise est divisée entre son activité de production énergétique et son activité de construction (Groupe E Connect) qui, elle, installe pompes à chaleur et panneaux solaires et compte près de deux tiers des employé·e·s. La production énergétique est tellement rentable que c'est elle qui couvre le manque de rentabilité de la construction. Celle-ci est expliquée officiellement par un dysfonctionnement des processus internes, un échec de capter des parts de marché et la non-signature de certains gros chantiers clés. À cause de cela, la rémunération actionnariale n'est pas à la hauteur des attentes.

L'actionnariat du Groupe E est composé de collectivités publiques. Le canton de Fribourg en est le plus grand actionnaire. Ce dernier, qui vient d'initier un plan d'économies, ne cache pas son besoin d'entrées supplémentaires. Les dividendes touchés grâce au groupe E sont loin d'être anecdotiques.

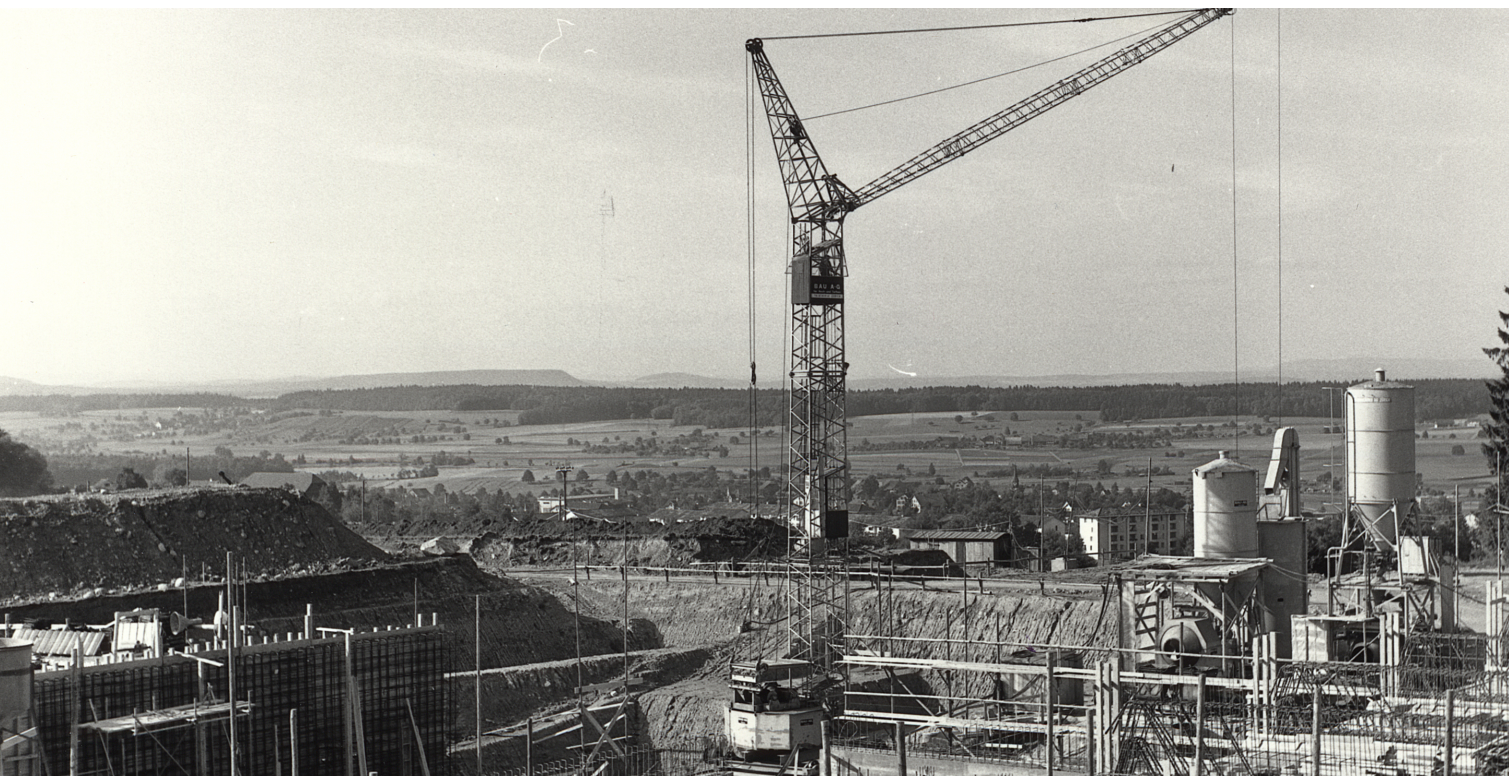
Dans la pratique, si le département construction de Groupe E n'a pas été rentable, c'est avant tout parce que la direction faisait n'importe quoi. L'entreprise a grandi très vite, elle a racheté d'autres entreprises un peu partout et a embauché à tour de bras des cadres bien rémunéré·e·s.

Elle a beau dire qu'elle a « raté » les gros chantiers, car ceux-ci n'étaient pas suffisamment rentables. Mais elle ne va pas jusqu'au bout de la démarche. Ces chantiers n'étaient pas suffisamment rentables pour le Groupe E car le prix du contrat était trop bas. Ce dernier a cassé les prix volontairement en menant une politique agressive pour assécher la concurrence. Avec une telle politique, faire face à des difficultés économiques pendant une période déterminée semble assez logique.

Quelles sont ces entreprises rachetées par le Groupe E ?

Les entreprises rachetées étaient privées. Elles fonctionnaient plutôt bien et étaient de taille moyenne. Après leur rachat, elles ont continué leurs activités sous le patronage du Groupe E et ont souvent gardé leurs noms pour faciliter leurs implantations locales, et maintenir par là même leur carnet d'adresse.

Avec son plan de licenciement, Groupe E s'attaque notamment à ces structures ache-



tées ces dernières années. Ces prochaines semaines, on sera fixé sur le désir ou non de la part du Groupe E de revendre ces implantations locales. Si le Groupe E ne cherche aucune solution pour le faire, on n'aura plus beaucoup de doute sur leur stratégie agressive d'assécher de la concurrence.

Le Groupe E est une SA en main publique. Dans quelle mesure un contrôle démocratique lie-t-il le fonctionnement de l'entreprise ?

Le Conseil d'État fribourgeois exerce une influence sur les grandes lignes de l'entreprise, et dans une certaine mesure le Grand conseil aussi. Les débats au Grand conseil ne sont pas terminés, et nous verrons où cela nous mène, mais certains composants de l'État estiment qu'ils n'ont pas d'intérêt à trop réagir. Je dirais même que la direction du Groupe E n'est pas l'unique responsable des récentes décisions. Elle est pressurisée et doit assurer une rentabilité élevée. On peut maintenant se demander si la stratégie de captation agressive de marché débutée il y a cinq ans était volontaire de la part du Groupe E, et, le cas échéant, si le Conseil d'État de Fribourg était au courant et en accord avec cela.

Pour voir le verre à moitié plein, on peut au moins se consoler en se disant que les dividendes ne s'envolent pas vers des paradis fiscaux, mais vers les finances publiques. Cependant cette dynamique entraîne aussi un problème d'investissement, car si les collectivités publiques demandent une trop grande rentabilité à court terme, alors les SA en question doivent rogner sur les investissements de long-terme prévus.

Assiste-t-on à un licenciement collectif venant d'une boîte bénéficiaire loin de la faillite ?

Absolument. L'énergie produite chez les privés après les installations solaires est rachetée à un prix bien plus bas que celui de revente. Ce processus est particulièrement rentable pour Groupe E et explique en grande partie pourquoi et comment Groupe E Connect éponge les pertes de son secteur de construction. Groupe E ne va pas faire faillite demain, loin de là. L'entreprise est assise sur un trésor, notamment avec toute sa production hydroélectrique.

Par contre, il y a effectivement un léger ralentissement dans l'installation des panneaux solaires et des pompes à

chaleur. Le secteur a été en grand boom à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, et cela commence maintenant à se tasser. Ce tassement aurait totalement pu être planifié ; ce genre de croissance n'est jamais éternelle et la direction de Groupe E semble avoir de toute évidence oublié cela.

Ce licenciement collectif est inquiétant, et il intervient également au début d'une période économique qui s'annonce risquée pour les travailleurs et travailleuses. Après le Covid, beaucoup d'entreprises de secteurs différents devaient refaire le stock qui était épuisé. Cela a stimulé les carnets de commandes et beaucoup d'entreprises ont augmenté leurs capacités de production. Maintenant que les stocks ont été refaits, on revient sur une consommation plus limitée ; un nouveau risque de surproduction en somme.

*Propos recueillis
par Bertil Munk*

Libéraliser et nucléariser : les délires du PLR et de l'UDC

En 2017, la Suisse vote contre toute nouvelle construction de centrales nucléaires et pour une sortie de cette énergie. Aujourd'hui, l'exploitation de Beznau est déjà prolongée et les chambres fédérales sont en passe de revenir sur l'engagement pris il y a à peine huit ans. Ce changement stratégique majeur risque de converger avec un changement non pas moins dangereux : une participation complète au marché européen de l'électricité.

DOSSIER Pour nos libéraux-conservateurs, ces deux projets permettront d'assurer un meilleur approvisionnement énergétique ainsi qu'une accélération de la décarbonation. Le contraire est pourtant bien plus probable. Le refus suisse de libéraliser son marché de l'électricité en 2002 n'est pas complètement étranger à la mauvaise presse des pannes de courant récurrentes en Californie de l'année précédente. Celles-ci résultaient de manipulations de marché et font directement écho à ce que l'ancien Conseiller national Christian van Singer disait dans nos colonnes à l'époque : « On peut constater qu'une fois le marché libéralisé, les producteurs s'arrangent entre eux pour laisser s'installer la pénurie. Cela leur permet d'augmenter prix et bénéfices. Et une situation de pénurie rend citoyens et politiciens sensibles aux arguments du lobby nucléaire qui vante les grandes quantités d'électricité que de nouvelles centrales nucléaires pourraient produire. ».

Ces dernières semaines, la droite espagnole a joué à ce jeu après la panne massive de la péninsule ibérique. Elle a blâmé le manque de nucléaires sur le réseau, ce qui est pourtant depuis largement démenti. Sans connaître les causes précises de l'événement, nous pouvons cependant soutenir avec certitude que face à de tels risques, il serait préférable de pouvoir mieux planifier la production et d'assurer de meilleurs investissements publics sur le réseau de distribution.

L'art de se mettre des bâtons dans les roues

Le Conseil fédéral n'entend pas les choses de la même manière. L'accord sur l'électricité

négocié avec l'Union européenne sur lequel nous devrions voter d'ici 2027 prévoit deux mécanismes perfides. Premièrement, chaque consommateur pourra choisir librement son fournisseur. Cela diminuerait la marge de manœuvre des Services industriels dans leurs soutiens aux renouvelables en les mettant en concurrence avec des fournisseurs moins regardants. Ces services publics seront d'autant plus fragilisés par la deuxième mesure prévoyant de reprendre les règles de l'UE relatives aux aides d'État.

Ensuite, le programme d'allègement budgétaire 2027 prévoit des coupes significatives dans le domaine : réduction de 45% du budget de Suisse Énergie, 25 millions en moins pour la recherche de l'administration (qui concerne en grande partie l'énergie) et suppression des subventions pour la planification énergétique communale et régionale. Vouloir relancer en parallèle des projets nucléaires pharaoniques qui coûteront bien plus que budgétés et qui dureront bien plus longtemps qu'estimés (dans tous les cas pas avant 2040) est symptomatique d'une cynique schizophrénie.

Augmenter... et réduire

Augmenter la part de l'électricité dans le mix énergétique paraît comme une évidence. La consommation élevée d'énergies fossiles doit être rapidement remplacée par une plus grande production électrique renouvelable. Les pompes à chaleur en sont l'exemple typique : une substitution propre à un besoin vital (se chauffer). Leurs consommations élevées expliquent en partie l'augmentation prévue de 60 de térawatt-

heure (TWh) à entre 68 et 80 TWh d'ici à 2050. Une politique active de nouvelles constructions photovoltaïques, éoliennes ou hydrauliques sera à même de répondre à cet impératif.

En revanche, nous devons rapidement faire le choix de renoncer collectivement à certains besoins qui eux sont à des années lumières d'être vitaux. Les meilleurs exemples sont d'actualité : l'IA et la *Blockchain*. L'Agence internationale de l'énergie estime que d'ici 2026, leur consommation énergétique atteindra 590 TWh. En répondant à l'interpellation 24.4422 du PLR Burkart, le Conseil fédéral n'exclut pas d'autoriser les géants du numérique à produire leur énergie par le biais de petits réacteurs modulaires (PMR) pour alimenter leurs centres de données.

Face à ce devenir effrayant, une forme de sobriété choisie devient urgente. Celle-ci sera toujours préférable à une pénurie contrainte due à la dépendance au fossile et au nucléaire. En 2022, la France n'a pas seulement fait face au manque de gaz, mais aussi à l'arrêt forcé de certaines de ses centrales en raison de sécheresses. Le phénomène risque bien de se reproduire.

Bertil Munk



Élections au Canada : le Parti conservateur boosté par le fossile

«Let the Easterns bastards freeze in the dark !» : voilà une phrase qu'on pouvait beaucoup entendre dans la province d'Alberta (Ouest du Canada, alias les prairies) durant les années huitante. En souhaitant que leurs compatriotes d'Ontario ou du Québec gèlent dans la noirceur, les Albertain·e·s exprimaient leur haine du père Trudeau (Pierre Elliot) et de son Programme énergétique national. Une grosse génération plus tard, cette même haine est intacte tout comme sa traduction politique.

DOSSIER Sur trente-sept circonscriptions en Alberta, ce sont trente-quatre député·e·s du Parti conservateur (PC) qui ont été élu·e·s lors des élections fédérales d'avril dernier avec un programme offensif de défense des énergies fossiles. Fort heureusement, le PC ne retournera pas au gouvernement, et son chef, l'outrancier Pierre Poilievre, n'a pas été réélu. Les Canadien·ne·s ont été largement majoritaires pour rappeler leur opposition aux velléités d'annexion de Trump et aux délires de son *Wanna be* local.

Impossible malheureusement de se réjouir trop vite. Le score du PC est passé de 33% en 2021 à plus de 40%, avec un gain d'une vingtaine de sièges. C'est le meilleur score du parti de son histoire récente ; le parti était déjà devenu majoritaire au parlement fédéral pour bien moins que ça. Cette année, c'est grâce au recul massif du parti social-démocrate (NPD) que le parti libéral garde la tête haute en réitérant un gouvernement minoritaire.

Mais comment expliquer le score conservateur impressionnant, alors que depuis qu'il

était devenu le symbole de l'anti Trump, le chef libéral Carney avait tout pour garantir un raz-de-marrée rouge ? Comme dans les années huitante, Trudeau était devenu un homme de paille détesté par la prairie canadienne. À l'époque, le Programme énergétique national prévoyait une intervention du fédéral dans la production pétrolière que les conservatrices jugeaient trop lourde. Quarante ans plus tard, la taxe carbone et l'encouragement des renouvelables font office de même cible politique.

La non-industrialisation conservatrice

Les conservatrices estimaient que le Programme énergétique national était trop favorable aux provinces de l'Est en assurant des prix bas de l'énergie. L'idée du gouvernement national (Libéral) était en effet de développer l'industrie basée en Ontario et au Québec, et d'augmenter la part d'exportations de biens manufacturés. Trop longtemps, le Canada a été avant tout un pays exportateur de matières premières (bois, gaz ou pétrole) et Pierre Elliot Trudeau comptait bien changer ce statut responsable d'instabilités économiques.

Mais plus l'exportation de pétrole canadien augmentait, et l'Alberta s'enrichissait (notamment grâce à l'augmentation du prix du pétrole post-crise pétrolière), plus le dollar canadien s'appréciait et le reste des exportations nationales perdaient en compétitivité internationale. Pour chaque dollar

de pétrole exporté en plus, les autres exportations diminuaient de 8.5 dollars.

Pas de répit pour le PC : accélérer la transition

Le Parti conservateur s'est empressé de revenir sur ce Programme énergétique dès son retour au pouvoir en 1984, et le Canada s'est engouffré encore plus dans son économie pétrolière au détriment de ses autres industries. Certains bastions industriels perdurent, comme l'automobile en Ontario ou l'aluminium au Québec du côté de Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais les récents tarifs douaniers de Trump menacent leur existence. Le pétrole, lui, bénéficie d'un tarif préférentiel de 10% ; les États-Unis en sont largement dépendants, mais surtout en raffinent déjà une grande majorité.

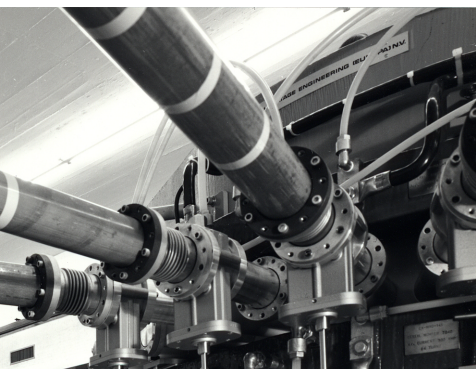
Pour sortir de cette nouvelle crise, certain·e·s libéraux·ales estiment qu'il faut continuer à tabler sur le fossile des prairies : investir pour raffiner au Canada, et développer une nouvelle pipeline nationale allant de l'océan Pacifique à l'océan Atlantique. Cela prendra des décennies, et demandera des milliards en argent public pour une industrie déjà bien trop subventionnée.

Entretemps, le Parti conservateur continuera sa progression due à l'incertitude économique induite par la dépendance au fossile. Il faudrait au contraire rapidement investir beaucoup plus dans les énergies renouvelables qui ne manquent pas au Canada, mais qui demandent un réel effort de planification économique. Tant pis si dans certaines circonscriptions conservatrices acquises pour l'éternité au PC, leur score passera de 80% à 90%.

Bertil Munk

À lire :

Block Niko, «Canada's Oil Habit Is Wrecking Its Future», Jacobin, avril 2025



Suède : de nouvelles centrales ne sont pas rentables

Faut-il construire de nouvelles centrales nucléaires pour «stopper le black-out» ? Ou bien l'initiative du même nom risque-t-elle, dans le pire des cas, de freiner le développement tant attendu des énergies renouvelables ? Un coup d'œil sur la Suède montre que la décision de construire de nouvelles centrales nucléaires est loin d'être anodine.

DOSSIER La consultation sur le contre-projet à l'initiative populaire «Stop au blackout» s'est terminée le 3 avril. Que se passerait-il si la construction de nouvelles centrales nucléaires redevenait possible en Suisse ? Pour tenter de répondre à cette question, il est intéressant de se tourner vers la Suède, où le gouvernement bourgeois élu à l'automne 2022 s'est immédiatement at-

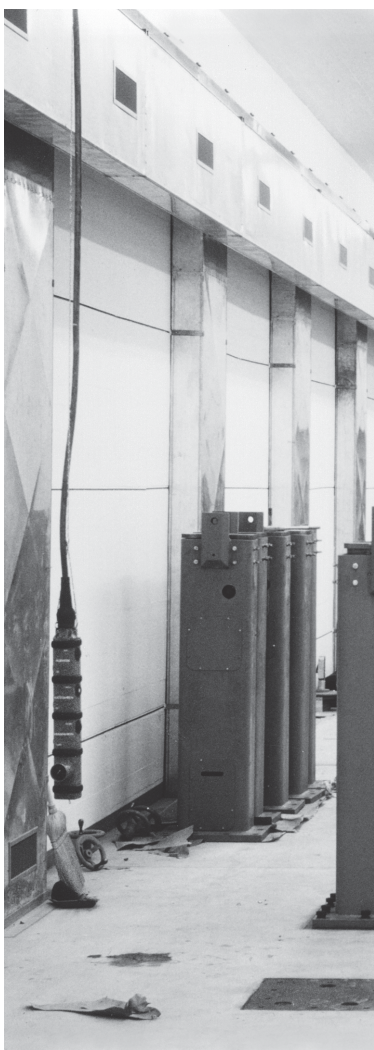
telé à ouvrir la voie pour de nouvelles centrales nucléaires.

Cette histoire commence avec l'accord dit *Tidö* du 14 octobre 2022. Après les élections, les partis chrétien-démocrate, libéral et libéral-conservateur se mettent d'accord avec les démocrates de Suède d'extrême droite (ils en avaient besoin pour former une majorité) sur ce fameux accord *Tidö* (les négociations ont eu lieu au château de *Tidö*). Les sociaux-démocrates et la gauche le qualifient immédiatement d'«accord du château», car ils considèrent qu'il s'agit d'un accord qui ne profite qu'à la partie riche de la population suédoise. De plus, les quatre partis se mettent d'accord sur la politique énergétique, en remplaçant l'objectif actuel de «100% renouvelable» par «100% sans énergie fossile». Les conditions préalables à l'investissement dans l'énergie nucléaire doivent être «renforcées» par des garanties de crédit public de plus de 400 milliards de couronnes (environ 35 milliards de francs suisses). L'interdiction de redémarrer les réacteurs mis à l'arrêt doit être levée et les réacteurs existants continueront à fonctionner «tant qu'ils sont sûrs». En bref, l'«ère des nouvelles centrales nucléaires» débute en Suède.

400 milliards de couronnes ne suffisent pas...

Le 28 septembre 2023, le gouvernement soumet au Parlement sa proposition relative

aux nouvelles centrales nucléaires. À l'avenir, il devrait être possible non seulement de construire de nouveaux réacteurs, mais aussi de les installer ailleurs que sur les sites où se trouvent déjà des centrales nucléaires. Le 16 novembre 2023, le gouvernement présente la feuille de route à ce sujet. La ministre de l'Énergie, Ebba Busch, déclare que la Suède jette les bases pour redevenir «une nation leader dans le domaine de l'énergie nucléaire». La feuille de route comprend quatre points. Premièrement, un coordinateur pour l'énergie nucléaire doit être nommé. Deuxièmement, l'État doit clarifier sa responsabilité financière au moyen d'un «modèle de partage des risques», car selon le gouver-



nement, les prêts publics de 400 milliards de couronnes proposés précédemment ne suffiraient pas à eux seuls pour «stimuler» la production d'énergie nucléaire. Troisièmement, deux nouvelles centrales nucléaires d'une puissance minimale de 2500 mégawatts doivent être disponibles au plus tard d'ici 2035. Quatrièmement, «compte tenu des besoins à long terme en électricité sans énergie fossile», le gouvernement estime nécessaire une extension comprenant environ dix nouveaux réacteurs de grande taille, les quantités exactes et les types de réacteurs «pouvant dépendre de différents facteurs».

... il faut également une garantie sur le prix de l'électricité

Un autre expert est ensuite chargé d'étudier les types de «partage des risques» envisageables pour la construction des nouvelles centrales nucléaires en Suède. Le 12 août 2024, il remet son rapport d'enquête au ministère des Finances. Le journal en ligne *altinget.se* résume la situation comme suit : pour que les nouvelles centrales nucléaires voient le jour, l'État devrait accorder des prêts à taux préférentiels couvrant 75 % des coûts de construction et garantir un prix de l'électricité d'au moins 80 Öre (environ 7 centimes) par kilowattheure pendant 40 ans.

La proposition est soumise à consultation et, le 15 novembre 2024, *altinget.se* fait état de «vives critiques à l'égard des fonds destinés aux centrales nucléaires». En effet, depuis le début du débat sur les nouveaux projets de centrales nucléaires, ce sont surtout les soutiens qui se sont exprimés dans le discours public. Mais il y a des exceptions : dès le 23 décembre 2023, le tabloïd *Aftonbladet* ironise : «Personne n'est capable de construire une centrale nucléaire en Suède». Entre-temps, les opposant·e·s semblent se faire davantage entendre, comme en témoignent les articles parus

dans divers médias, avec des titres tels que «L'énergie nucléaire résout un problème qui n'existe pratiquement pas», «Le calendrier ne tient pas» ou «Écoutez les critiques virulentes, Ebba Busch».

L'électricité produite par les centrales nucléaires n'est pas moins chère

Mais surtout, les responsables politiques commencent à faire leurs calculs et constatent que l'électricité produite par les centrales nucléaires ne serait pas moins chère, comme promis, mais au contraire plus chère. Greenpeace affirme qu'il est inacceptable que les contribuables et les consommateurs·trices d'électricité suédois·es soient contraint·e·s de payer, sous peine de ne pas pouvoir convaincre les investisseuses·rs de construire des réacteurs. Greenpeace se dit «catégoriquement opposé au soutien public proposé, c'est-à-dire aux subventions » qui devraient être accordées pour les investissements dans l'énergie nucléaire.

La construction de centrales nucléaires prend plus de temps et coûte plus cher

La construction des premières nouvelles centrales nucléaires risque de prendre plus de temps et de coûter (encore) plus cher en Suède. En décembre dernier, Ebba Busch affirme encore que le premier coup de pioche de la première nouvelle centrale nucléaire serait donné comme prévu avant les prochaines élections, prévues dans un peu plus d'un an et demi.

Mais le 20 février 2025, on apprend que même l'autorité gouvernementale de protection contre les radiations estime que le calendrier du gouvernement pour les nouvelles centrales nucléaires n'est pas réalisable : il n'y a encore aucune demande de construire, et l'examen de telles demandes prend au moins deux à trois ans. Le 25 février 2025, le journal *Aftonbladet* ironise en déclarant que si Ebba Busch veut donner le premier coup de pioche, elle devrait le faire

dans un bac à sable. Mais même la grande promesse du gouvernement de construire deux nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 2035 au plus tard pourrait échouer à moins que la construction du premier réacteur puisse commencer d'ici 2027-28.

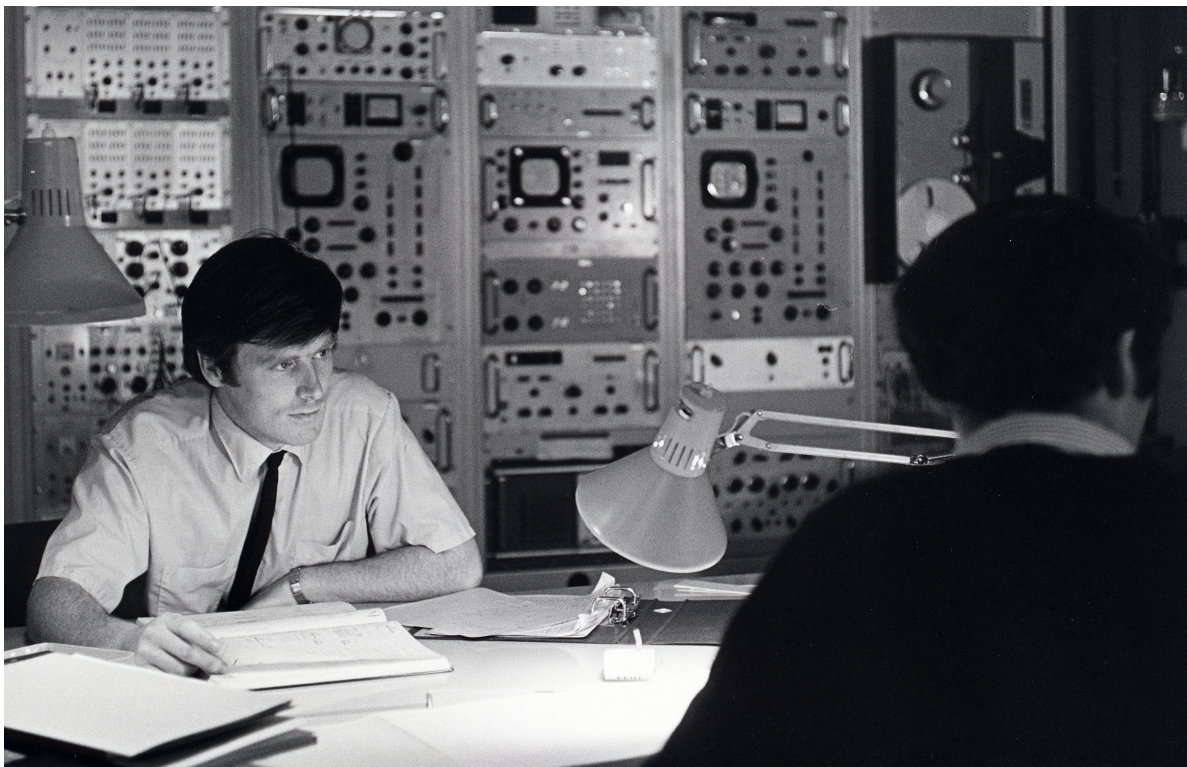
PMR avec l'argent de la Suisse

Le 3 février 2025, la ministre de l'Énergie parvient finalement à donner le premier coup de pelle. Ebba Busch inaugure la construction du réacteur électrique expérimental de la société Blykalla, situé à côté de la centrale nucléaire d'Oskarshamn. C'est un test pour un petit réacteur modulaire (PRM). Selon Ebba Busch, il s'agit d'«une étape importante pour démontrer et commercialiser cette technologie, et d'un jalon encore plus important pour l'innovation nucléaire suédoise».

Revenons en Suisse : parmi les 300 personnes les plus riches de l'année 2024 répertoriées par le magazine *Bilan*, on trouve Daniel Aegerter, dont la fortune est estimée à 650 millions en 2024 grâce notamment à sa société familiale Armada Investment. «Le constructeur de réacteurs suédois Blykalla est une nouvelle acquisition du portefeuille d'Armada. Le nombre de ses investissements dans le nucléaire passe ainsi à cinq.», précise *Bilan*. Pour Daniel Aegerter, l'énergie nucléaire n'est «pas seulement une opportunité d'investissement, mais aussi une affaire de cœur», poursuit le magazine : «Avec ses parents, il est l'un des moteurs de l'initiative "Stop au Blackout"».

Nicole Soland

Traduction par Bertil Munk de l'article original «Neue AKW rechnen sich nicht» publié dans le P.S. Zeitung le 21 mars 2025.



Contrôle démocratique de l'énergie : le préalable à tout

DOSSIER L'Europe a été marquée ces dernières années par une série d'événements qui ont mis en lumière de manière éclatante la centralité des questions énergétiques. Durant l'hiver 2022-2023, la menace imminente de pénurie d'électricité et le spectre des délestages qui en auraient découlé ont plané au-dessus du continent. Dans ce contexte, il est apparu que divers groupes d'intérêts ont tenté, au détriment de l'intérêt général, d'obtenir des dérogations à leur avantage. En Suisse, les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et des remontées mécaniques ont par exemple cherché à faire reconnaître leurs activités comme essentielles afin d'échapper aux potentielles mesures de délestage (voir le numéro 185).

Dans le cadre bien plus dramatique de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'armée poutinienne s'en est systématiquement pris aux infrastructures énergétiques ukrainiennes, cherchant à paralyser le pays et à exercer une

pression supplémentaire sur sa population. De plus, la prise par la Russie de centrales nucléaires ukrainiennes, telles que celle de Tchernobyl et de Zaporijjia, a fait planer au-dessus de l'Europe le spectre terrifiant d'accidents nucléaires. Ce terrible conflit a par ailleurs brutalement exposé la dangereuse dépendance énergétique de l'Europe au gaz russe.

Pour des services publics de l'énergie

Il est impératif de tirer les bonnes leçons de ces crises énergétiques répétées qui ont secoué le Vieux Continent. Ces événements ont brutalement rappelé les implications profondes des choix énergétiques sur les plans social, écologique, sécuritaire et démocratique. La production et l'approvisionnement en énergie constituent indéniablement une question d'intérêt public et doivent, par conséquent, être assurés par des services publics.

Seuls des services publics, dont la nature même les soustrait

aux logiques purement marchandes et les soumet à un contrôle démocratique, peuvent garantir une gestion de l'énergie qui soit socialement équitable et territorialement cohérente. Cet impératif se trouve d'autant plus renforcé par la nécessité urgente de mener une transition écologique ambitieuse, qui impose une transformation structurelle et profonde de nos systèmes énergétiques.

L'examen des trajectoires énergétiques des autres pays européens au cours des vingt dernières années a confirmé avec force la justesse des arguments que la gauche suisse avait soulevés à l'époque pour s'opposer à une ouverture du marché de l'énergie. Forts de ces enseignements, la lutte contre la libéralisation, la marchandisation et la privatisation du secteur énergétique doit donc se poursuivre, tant en Suisse qu'à l'échelle européenne.

La rédaction

Visiter le Groenland au musée alpin suisse avant que tout change

Le Groenland, récemment sous les feux de la rampe en raison de projets d'annexion déli-rants de Donald Trump, fait jus-qu'en août 2026 l'objet d'une su-perbe exposition au Musée alpin suisse de Berne. L'exposition, fi-dèle à la tradition du musée, met en lumière le pays à travers des entretiens filmés (toujours sous-titrés en français) avec un large éventail de personnes. On ren-contre ainsi des jeunes cherchant à tout prix à émigrer, des détes-tables investisseurs-ses étrangè-res-méprisant l'environne-ment et les coutumes groenlan-daises, des militant-e-s écolo-gistes opposé-e-s à des projets mi-niers ou encore des figures de la scène musicale locale.

Ces témoignages révèlent no-tamment que, si le changement climatique est une réalité indé-niable, il n'est pas la seule ni for-cément la principale préoccupa-tion des Groenlandais-e-s. Au fil des entretiens, on découvre que les défis du quotidien sont plu-riels : difficultés de déplacement dans un territoire immense et mal desservi, services publics in-suffisants (manque de formations universitaires, accès limité aux soins) ou encore perspectives économiques incertaines. L'ex-position invite à dépasser la vision souvent réductrice du Groenland comme territoire arctique menacé par le réchauffement clima-tique, pour découvrir une société groenlandaise complexe et

confrontée à des enjeux mul-tiples.

Faisant tristement écho aux ambitions impérialistes de Do-nald Trump, l'exposition aborde également longuement la domi-nation coloniale danoise sur le Groenland. Elle traite notam-ment de la politique de stérilisa-tion forcée orchestrée par le Da-nemark dans les années 1960 et 1970, pendant laquelle 4 500 à 9 000 stérilets auraient été posés sans consentement.

Joakim Martins

À visiter : Musée alpin suisse, Groen-land. «Tout va changer», jusqu'en août 2026.

Severance : une critique glaçante du travail moderne

Severance est une série télé-visée audacieuse et déran-geante, qui place le quotidien de quatre employé-e-s de bureau au cœur de son intrigue. L'histoire nous plonge dans l'univers gla-çant de Lumon Industries, une multinationale qui propose à ses collaboratrices-eurs de subir une procédure de «dissocia-tion». Leur personnalité est alors scindée en deux entités to-talement distinctes : «l'innie», prisonnière de l'environnement de bureau, et «l'outie», libre

dans le monde extérieur. La transition étant instantanée dès le passage des portes de l'entre-prise, chacune des personnali-tés ignore tout de l'existence de l'autre, vivant des vies totale-ment séparées.

Une critique du travail

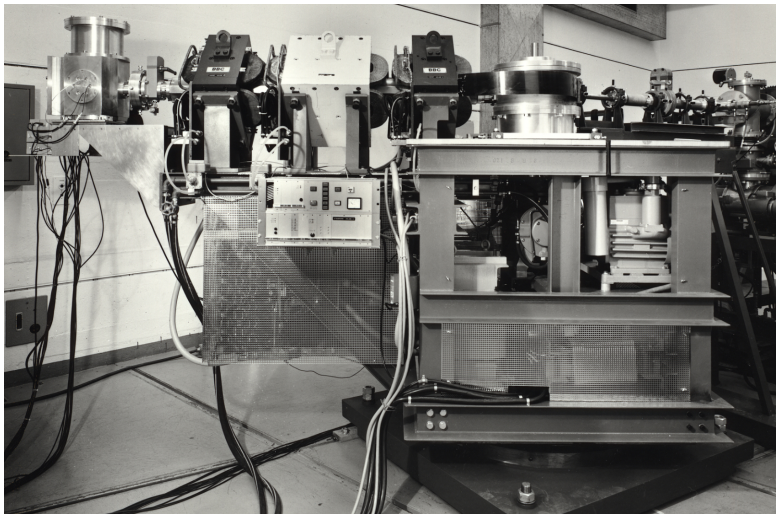
La série dépeint avec finesse l'absurdité et le manque de sens pouvant caractériser le monde du travail moderne. Les quatre outies des protagonistes, qui sont totalement coupé-e-s du

monde extérieur, exécutent des tâches obscures et répétitives dont elles et ils ne comprennent pas la finalité. Ces esclaves d'un nouveau genre subissent égale-ment le management positif de leur hiérarchie et sont forcé-e-s de prendre part à des événe-ments infantilisants, censés renforcer leur esprit d'équipe et leur productivité. Malgré des conditions d'existence particu-lièrement éprouvantes, c'est dans la solidarité que ces quatre employé-e-s puisent un sens à leur vie.

Un succès mérité

Severance se démarque par son esthétique soignée et son scénario captivant, qui repose sur une exploitation originale du concept de dissociation de personnalité. Ce procédé narra-tif donne naissance à des scènes oscillant entre l'absurde, l'hila-rant et l'horrifiant, inscrivant la série à la fois dans le registre du thriller haletant et de la satire sociale mordante.

Joakim Martins



Commémorer la guerre des paysans en relisant Engels

De 1524 à 1536, l'espace germanophone est secoué par un soulèvement populaire sans précédent : la Guerre des Paysans. Cette révolte voit des dizaines, voire des centaines de milliers de paysan-ne-s, artisan-e-s et autres dominé-e-s se lever contre l'oppression féodale et se faire massacrer pour cette raison. Radicalisant les idées de la Réforme, les insurgé-e-s demandent l'abolition du servage, la fin de certains impôts tels que la corvée ou encore le libre accès aux communs (forêts, rivières, pâturages, ...). Les 500 ans de l'événement constituent dès lors une occasion parfaite pour relire *La Guerre des paysans en Allemagne* de Friedrich Engels.

Raviver l'espoir démocrate

Au lendemain de l'échec de la révolution allemande de 1848-1849, qui a échoué à démocratiser et unifier l'Allemagne, Friedrich Engels entreprend la rédaction de *La Guerre des paysans en Allemagne*. Dans cet ouvrage publié en exil à Londres en 1850, il propose une analyse matérialiste du conflit social. Son objectif est double : d'une part, il cherche à raviver l'espoir et la combativité des démocrates allemand-e-s, qui ont été défaits par les forces réactionnaires ; d'autre part, il entend démontrer, dès les premières mots de son essai, que «Auch das deutsche Volk hat seine revolutionäre Tradition», enracinant ainsi la lutte pour l'émancipation dans l'histoire de la nation allemande.

Un mouvement autant religieux que social

Friedrich Engels décrit dans son texte une Allemagne en pleine transition, où les structures féodales traditionnelles sont ébranlées par le développement du commerce, l'essor de nouvelles formes de production et la circulation accrue des idées. La Réforme joue un rôle

essentiel dans ce contexte. En traduisant la bible et prêchant des idées de liberté et d'égalité, Martin Luther trouvent un écho favorable auprès des masses, qui aspirent à une société plus juste.

Radicalisant les thèses de Luther, une nouvelle pensée théologique émerge au sein des couches populaires. Des petits clercs en contact direct avec ces dernières développent une vision égalitaire des textes sacrés, affirmant que tous les êtres humains ont été créés égaux. Ils dénoncent le servage ainsi que l'accaparement des ressources naturelles par les seigneurs. Dans un contexte germanophone de profondes inégalités, cette théologie égalitaire offre une justification morale et religieuse à la révolte.

Müntzer plutôt que Luther

Martin Luther prend rapidement ses distances avec les revendications populaires. Préférant ménager les princes allemands, dont le soutien est indispensable à la réussite de la Réforme, il choisit de se ranger de leur côté et appelle à une répression sanglante de la rébellion. Il développe alors une justification théologique, arguant que si l'égalité règne au royaume des

cieux, la soumission aux autorités terrestres est nécessaire ici-bas.

Vouant aux gémonies Martin Luther, Friedrich Engels met en avant un autre prédicateur, Thomas Müntzer, qui lui a rejoint les rangs des insurgés. En partie à cause la *Guerre des Paysans en Allemagne*, Müntzer sera érigé en héros national en RDA, et son effigie ornera même les billets de 5 marks.

Une répression sanglante

Malgré son immensité, le soulèvement populaire est rapidement réprimé dans le sang par les princes allemands. Les bandes rebelles, souvent mal organisées, peu coordonnées et manquant d'expérience militaire, sont décimées avec une brutalité extrême. Si elles parviennent à piller un nombre impressionnant de places fortes et de cloîtres, la répression s'abat sur elles, avec la destruction de nombreux villages en guise de représailles.

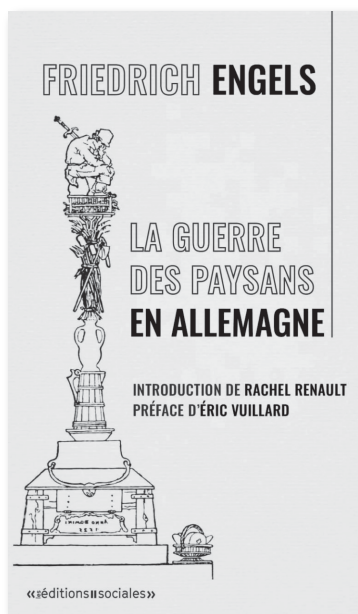
Il faudra se rendre en Allemagne

En plus de lire l'ouvrage de Friedrich Engels, vous pourrez également visiter les très nombreuses expositions et colloques organisés cette année sur ce thème en Allemagne. Bien que la Guerre des Paysans ait également concerné la Suisse, aucun événement de ce type n'est malheureusement prévu de ce côté du Rhin. Cependant, une exposition sur la Guerre des Paysans et l'anabaptisme se tiendra au musée des Trois Pays de Lörrach, à la frontière bâloise, jusqu'au 25 mai 2025.

Joakim Martins

À lire : Friedrich Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, éditions sociales, Paris, 2021.

À visiter : «Ruptures 1525. Guerre des paysans & anabaptisme», Musée des Trois Pays de Lörrach, du 25 janvier au 25 mai 2025.



M - l'Enfant du siècle
Joe Wright (réal.)
 Italie, 8 épisodes, 2025

Le 20 avril 2024, alors qu'il s'agissait de commémorer l'anniversaire de la Libération de l'Italie, le discours antifasciste d'Antonio Scurati sur les ondes de la RAI est entaché par une sombre affaire de censure. L'auteur de la bibliographie romancée et engagée contre Mussolini *M - l'enfant du siècle* prend un an plus tard sa revanche sur les petits écrans à travers une adaptation brillante du premier tome en mini-série.

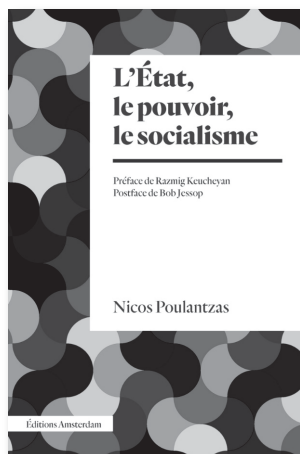
Retraçant la petite décennie qui a permis l'arrivée au pouvoir des Faisceaux italiens, on y découvre un Mussolini aussi effrayant que pathétique. Un bon nombre d'images d'Épinal sur le fascisme italien volent en éclat, à commencer par celle de la marche sur Rome. Bien loin de la propagande du Duce d'une prise de la force glorieuse, la série nous montre le mécanisme du coup de bluff mussolinien et sa nomi-



nation incompréhensible par le roi.

Durant cette arrivée progressive du pouvoir fasciste, c'est aussi la petite fille de l'élite politique de l'Italie d'après-guerre qui détonne. Alors que les socialistes et certaines autres investissent l'ensemble de leurs énergies pour propager la nature du pouvoir mussolinien, ils se heurtent à une indifférence générale. Celle-ci dure jusqu'à l'assassinat du député Matteotti en 1924 qui engendre une indignation nationale, semblant malheureusement arrivée trop tard. La série se termine sur le discours parlementaire de janvier 1925 où Mussolini s'assume chef de ce qu'il nomme lui-même l'association criminelle et « porte l'entière responsabilité politique, morale et historique » de l'ensemble des actes fascistes. **BM**

L'État, le pouvoir, le socialisme
Nicolas Poulantzas
 Paris, Amsterdam, 2024 (1978)
 384 pages



Pas de bouleversement fondamental dans cette nouvelle édition du classique de 1978, hormis que *L'État, le pouvoir, le socialisme* (EPS) se trouve désormais en format de poche. Son épaisseur n'est plus une excuse valable pour se dérober à la lecture de ce chef-d'œuvre de la pensée stratégique. Sa lecture difficile est d'ailleurs largement facilitée par la préface de Razmig Keucheyan et la contextualisation générale qu'il y fait.

Trois faits majeurs des années 1970 alimentent les théories d'EPS : le coup d'État de Pinochet, le compromis historique du Parti communiste italien avec la démocratie chrétienne et la révolution des Œillets au Portugal. Tous impliquent un mouvement ouvrier massif. L'un symbolise l'échec de la transformation en profondeur de l'État, l'autre une subordination générale à l'adversaire, et le troisième une victoire majeure avec beaucoup de promesses.

Se démarquant du marxisme orthodoxe et s'inscrivant dans une approche favorable à une transition démocratique vers le socialisme, Poulantzas dresse une analyse détaillée de l'État pour mieux le subvertir. Celui-ci est un champ stratégique, et il n'est pas entièrement subordonné aux relations économiques et à la classe dominante : c'est cette fameuse « autonomie relative ». Conquérir l'appareil d'État ne peut alors pas être absent du plan.

Qu'en est-il près de cinquante ans plus tard ? Symptomatique d'un affaiblissement du mouvement ouvrier, l'État est sur le point d'être capté en entier par la classe dominante. C'est du moins ce que laissent présager les événements outre-Atlantique. Ceux-ci nécessitent un sursaut. **BM**

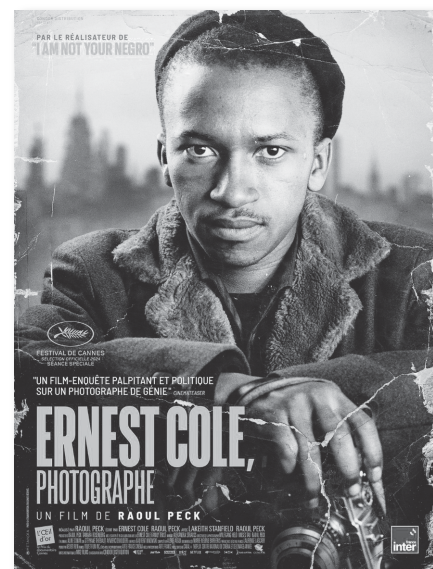
Ernest Cole, photographe
Raoul Peck (réal.)
 États-Unis, 2024, 110'

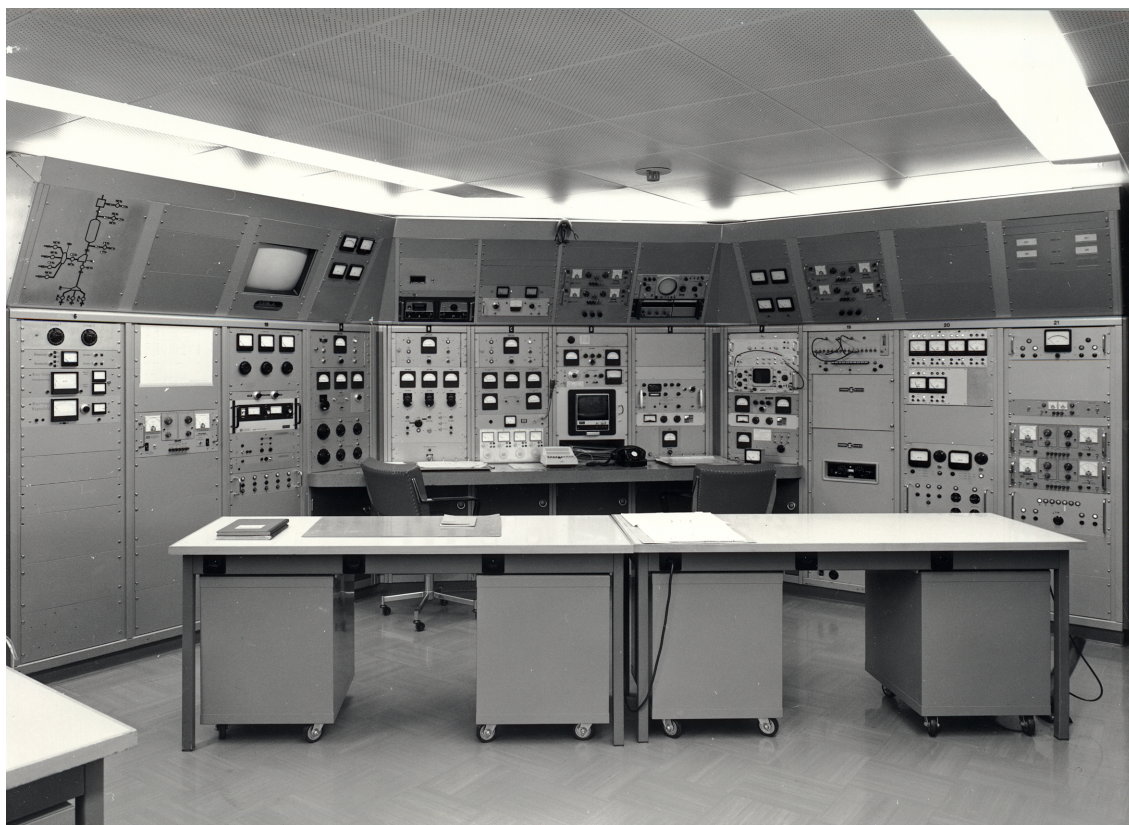
Dans son dernier film, le réalisateur haïtien Raoul Peck s'est intéressé à la figure du photographe sud-africain Ernest Cole. Figure essentielle de la lutte contre l'apartheid, celui-ci publie en 1967 un livre qui documente de manière implacable cette politique inhumaine, intitulé *House of Bondage*. Certaines des photos qu'il contient deviendront des symboles du racisme en Afrique du Sud.

Interdit dans son propre pays, le livre contraint Ernest Cole à se réfugier aux États-Unis, où il vivra pendant plusieurs années dans une très grande misère, avant d'y mourir en 1990, à seulement 49 ans.

En 2017, une extraordinaire collection de négatifs de Cole, pour la plupart jamais tirés, refait surface dans des circonstances mystérieuses dans le coffre d'une banque suédoise. C'est cet événement artistique majeur qui a servi de prétexte à Raoul Peck pour son film. Celui-ci repose sur des extraits du journal du photographe, en le complétant à l'aide de témoignages des personnes qui l'ont connu.

Comme toujours chez Peck, on assiste dans ce film à une véritable reconstitution de l'œuvre et du parcours d'Ernest Cole. La qualité des photographies utilisées pour le film – on en voit certaines pour la toute première fois –, leur caractère éminemment suggestif et leur force politique permettent au réalisateur de proposer un grand film contre le racisme et la ségrégation, en Afrique du Sud comme aux États-Unis ou ailleurs. **AC**





Merci pour vos dons !

Notre appel de dons du début d'année nous a permis d'imprimer et d'envoyer ce numéro à tou-te-s nos abonné-e-s. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont contribué, parfois de manière substantielle, à cet appel et ont rendu possible la parution de notre numéro 195. Comme vous le savez, la publication de Pages de gauche est depuis sa création intégralement financée par les abonnements et les dons.

Nous l'avons déjà souvent dit, la survie d'une presse d'opinion nous paraît au moins aussi importante dans une démocratie que l'existence de médias d'information. Or la première fait face aux mêmes difficultés que les seconds : augmentation des prix d'impression et d'acheminement, réduction du lectorat, prolifération de publications qui prétendent faire le même travail, attaques de certains pouvoirs, etc.

Parallèlement, l'engagement bénévole dans une rédaction, avec ses joies mais aussi ses contraintes, se raréfie. Pour qu'un journal ait une identité reconnaissable, une voix particulière dans le paysage politique et social, il faut qu'il puisse assurer une forme de continuité entre les équipes successives qui l'animent. Cela suppose du temps, une durée, qui correspond de moins en moins aux formes actuelles de militantisme.

L'association éditrice du journal devra se prononcer lors de son assemblée générale annuelle du mois de juin sur l'avenir de Pages de gauche. Plusieurs solutions seront discutées, concernant la périodicité, le support, le prix des abonnements, les canaux de diffusion, les réseaux à privilégier. Pour les lectrices et les lecteurs qui souhaiteraient participer à cette discussion, il n'est pas trop tard de rejoindre l'association (on trouvera les indications pour ce faire sur notre site Internet, ou en envoyant une demande à notre adresse postale ou électronique).

Nous sommes convaincu-e-s que les attaques inédites portées non seulement contre la presse et les médias, mais aussi contre la démocratie elle-même, dans un nombre de plus en plus important de pays rendent d'autant plus nécessaire un journal comme Pages de gauche. Il reste à trouver la formule qui permettra de le voir perdurer dans les circonstances nouvelles auxquelles nous devons faire face.

Avec nos remerciements, la rédaction

P.P.
CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA